

UTILISATION DES EAUX ÉPURÉES

12 périmètres agricoles raccordés au réseau en 2024

Douze périmètres agricoles seront raccordés dans une première étape aux stations de traitement et d'épuration des eaux usées en 2024, pour couvrir de manière totale ou partielle le déficit enregistré. L'annonce a été faite, hier, par le directeur général de l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), M. Nacerddine Rakrouki. P 3



L'INSTITUT PASTEUR EN
DISCUSSION AVEC DES
PARTENAIRES ÉTRANGERS

**Vers la relance de la
production de certains
vaccins**



Le Professeur Fawzi Derrar, Directeur général de l'Institut Pasteur, a annoncé hier que des études sont en cours afin de relancer la production de certains vaccins. «Nous avons lancé un appel d'offre international pour un bureau d'études international afin d'auditionner toutes les infrastructures de l'institut à l'échelle nationale dans le but de relancer deux ou trois lignes de production de vaccins», a-t-il annoncé.

P 2

MARCHÉ DES VIANDES

**«Le retour à l'importation
n'est la solution idoine»**

Le retour à l'importation de la viande rouge pour réguler le marché national n'est pas la solution idoine pour l'enseignant-chercheur de l'institut national d'Agronomie (INSA), Ali Daoudi, qui prône une réelle et efficace relance de la filière nationale, selon une visibilité à long terme bien réfléchie d'autant que celle-ci est éminemment stratégique.

P 5

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Promouvoir la réussite
agricole**

Le salon Afrika Food Export qui se tiendra prochainement à Alger permettra à notre agriculture de se remettre en question, de revoir ses processus de production et de transformation et s'adapter aux nouvelles règles pour la conquête de nouveaux marchés, particulièrement africains. Selon ses organisateurs, ce salon est un maillon essentiel pour relever le défi de la valorisation des produits agricoles par le conditionnement et l'industrie de la transformation.

P 3

AIR ALGÉRIE

**Le Syndicat des pilotes
de ligne prône le dialogue
social** P4

REPEUPLER LES FONDS MARINS
DE NOTRE LITTORAL

**Construction de récifs
artificiels** P 5

ONU/LUTTE CONTRE LA DROGUE

**L'Algérie souligne
l'importance de la
coopération régionale
et internationale** P 5

SOGRAL

Une vaste opération Iftar au profit des voyageurs au niveau des gares routières

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (SOGRAL), a lancé, sur instruction du ministère des Transports, une vaste opération Iftar à travers les différentes gares du pays, à l'occasion du mois de Ramadhan, avec l'accueil de 10.000 voyageurs par jour, a indiqué dimanche un communiqué de la société. A cet égard, SOGRAL a mobilisé, en coordination avec les différents acteurs de la société civile, 36 restaurants pour l'Iftar à travers ses gares réparties sur l'ensemble du territoire national, permettant ainsi à plus de 10.000 voyageurs par jour de rompre le jeûne, a précisé le communiqué. De plus, la société nationale tend en coordination avec les acteurs du domaine humanitaire et les bénévoles à fournir les repas chauds et les distribuer aux voyageurs, outre la contribution d'autres acteurs tels le Croissant-Rouge algérien (CRA), les Scouts musulmans algériens (SMA) et les associations caritatives des wilayas dans cette initiative. Dans son communiqué, SOGRAL a souligné "son engagement constant à assurer des repas chauds aux voyageurs durant ce mois sacré, ainsi que sa disposition permanente à prendre en charge un plus grand nombre d'entre eux, conformément aux instructions du ministère des Transports portant intensification de l'action caritative à travers ses différents établissements sectoriels".

L'INSTITUT PASTEUR EN DISCUSSION AVEC DES PARTENAIRES ÉTRANGERS

Vers la relance de la production de certains vaccins

Le Professeur Fawzi Derrar, Directeur général de l'Institut Pasteur, a annoncé hier que des études sont en cours afin de relancer la production de certains vaccins. «Nous avons lancé un appel d'offre international pour un bureau d'études international afin d'auditionner toutes les infrastructures de l'institut à l'échelle nationale dans le but de relancer deux ou trois lignes de production de vaccins», a-t-il annoncé dans une déclaration à la radio «Chaîne II».

Par Slimane T

Cela va permettre à l'institut de se repositionner sur certains vaccins stratégiques, comme le vaccin de la fièvre jaune ou encore ceux qui sont dans le programme élargi de vaccination, ajoute-t-il. Pr Derrar a révélé également que « nous avons également un partenariat avec le groupe SAIDAL et nous sommes également en discussions avancées avec des fournisseurs étrangers pour essayer d'avoir un transfert technologique qui permettra à l'Algérie de produire certains vaccins », a-t-il révélé. Questionné sur la situation du Covid-19 en Algérie, l'intervenant a affirmé qu'elle stable, et ce, en dépit de la multiplication

des sous-variants Omicron, dont le JN-1, qui a sévi entre les mois de janvier et février derniers. «La situation du COVID-19 en Algérie est stable. Elle est similaire à celle qui prévaut dans le monde, notamment après l'apparition des différents variants, à l'instar du variant Omicron, contre lequel la majorité de la population mondiale est aujourd'hui immunisée », a-t-il déclaré. Le Pr. Derrar a fait savoir que durant la période allant du 15 janvier à la deuxième semaine du mois de février, le sous-variant JN-1 a eu une circulation intense qui a coïncidé avec celle de la grippe saisonnière. « À partir de la moitié du mois de février, la situation s'est stabilisée de nouveau où le nombre des personnes affectées a chuté, notamment chez les malades hos-

pitalisés, mais surtout les malades ambulatoires », a-t-il rassuré. Toutefois, le DG de l'Institut Pasteur a tenu à rappeler que ce recul de la contamination n'est nullement une raison pour se relâcher et perdre les bonnes habitudes. «Le COVID-19 n'est pas prêt de partir et il y aura encore des problèmes avec ce virus, toutefois, il commence à devenir un virus saisonnier. C'est pour cela qu'il faut faire très attention lors des prochaines saisons hivernales et printanières » a mis en garde M. Derrar. Et de rappelant qu'« il faut prendre les mesures adéquates lors des grands rassemblements, à l'image des manifestations culturelles qui se déroulent dans des endroits clos dans mois du Ramadhan, afin de prévenir les contagions rapides ».

BORDJ EL KIFFANE (ALGER)

Un mort et trois blessés dans un incendie

Une personne a trouvé la mort et trois autres ont été victimes d'asphyxie suite à un incendie qui s'est déclaré dans un appartement sis à « Café Chergui » dans la commune de Bordj El Kiffane (Alger), indique un communi-

qué des services de la Protection civile. Dans une déclaration à l'APS, le chargé d'information à la Direction de wilaya de la Protection civile, le lieutenant Khaled Benkhalfallah a fait état d'un incendie qui s'est déclaré vers

11h30 min dans un appartement à la cité 411 logements « Café Chergui » dans la commune de Bordj El Kiffane, précisant que l'incendie a fait un mort. Il s'agit d'une personne âgée de 70 ans, retrouvée carbonisée.

Les autres victimes (deux enfants de 4 et 8 ans et une femme) asphyxiées par la fumée, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être transférées à l'hôpital d'Aïn Taya, conclut le communiqué.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Elaboration d'un guide électronique

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a annoncé, samedi à Alger, l'élaboration d'un guide électronique pour l'orientation et l'accompagnement des personnes aux besoins spécifiques en matière d'intégration économique. Présidant, en compagnie des ministres de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, et du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, une rencontre organisée à l'occasion de la Journée

nationale des personnes aux besoins spécifiques sous le slogan "Personnes aux besoins spécifiques : intégration et innovation", la ministre a souligné que ce guide avait pour objectif d'orienter et d'accompagner cette catégorie afin de lui permettre de connaître les différents programmes, services et facilitations qui lui sont destinés. Ce guide, élaboré par le secteur de la Solidarité nationale, en coordination avec les secteurs de la Formation professionnelle, du Tourisme et de l'Economie de la connaissance, repose sur

plusieurs axes, dont la formation, les mécanismes de soutien et l'accompagnement, a-t-elle précisé. Mme Krikou a aussi mis en avant l'intérêt qu'accorde l'Etat aux personnes aux besoins spécifiques, citant l'arsenal juridique et les programmes nationaux mis en place pour la protection, la promotion et l'insertion socioprofessionnelle de cette catégorie. Dans ce contexte, la ministre a rappelé les décisions prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette catégorie, notamment celles relatives à la

création de l'Ecole normale supérieure pour les sourds-muets (EN-SSM) et l'augmentation de l'allocation forfaitaire de solidarité. La ministre a, par ailleurs, évoqué les programmes du secteur de la Solidarité nationale en matière d'éducation et d'enseignement spécialisés, à travers un réseau de 239 établissements spécialisés et 17 annexes, avec un encadrement pédagogique et un accompagnement psychologique, pour la prise en charge de près de 34.000 enfants aux besoins spécifiques.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Promouvoir la réussite agricole

Le salon Afrika Food Export qui se tiendra prochainement à Alger permettra à notre agriculture de se remettre en question, de revoir ses processus de production et de transformation et s'adapter aux nouvelles règles pour la conquête de nouveaux marchés, particulièrement africains. Selon ses organisateurs, ce salon est un maillon essentiel pour relever le défi de la valorisation des produits agricoles par le conditionnement et l'industrie de la transformation.

Par Réda Hadi

En somme ce salon permettra en quelque sorte de revaloriser notre agriculture, de voir ses points forts mais surtout ses points faibles, pour mieux les appréhender et les solutionner. Il est certain, que de nos jours l'agriculture algérienne fait face aux défis alimentaires, et si les pouvoirs l'ont compris, reste que le principal acteur (l'agriculteur), joue le rôle principal, et ce ne sont pas des directives émises qui seront la clé de la réussite, même si elles en ouvrent la voie.

De quoi souffre alors notre agriculture ?

En premier lieu, notre agriculture souffre du renouvellement de sa main d'œuvre, d'une gestion empirique qui s'éloigne un peu des normes internationales et d'un management basé uniquement sur le lucratif et la rentabilité immédiate, sinon spéculative. Pour Sihem T ingénieure en agronomie, ce salon représente une opportunité certaine, mais doit surtout contribuer à relever nos faiblesses. Certes d'elle, le secteur de l'agriculture en Algérie est un secteur clé et il est un pilier majeur de l'économie nationale vue sa contribution à l'emploi et au PIB nationaux.

Reste qu'il faudrait amplifier la couverture des besoins alimentaires de base par l'accroissement de la production et de la productivité agricoles. Développer un nouveau modèle agricole et rural, porté par l'investissement privé et l'émergence d'une nouvelle génération de producteurs. De même qu'il faut porter une vision plus accrue de l'amélioration de la compétitivité des produits agroalimentaires et forestiers et l'intégration des chaînes de valeur à l'international. Pour cette ingénieure, ce contexte nous interpelle et nous impose de renforcer les efforts en vue d'assurer cette sécurité alimentaire, en prenant en considération tous les facteurs. Des observateurs soulignent, que l'Algérie met en place un modèle de croissance économique adopté en matière d'agriculture qui répond à de nombreux défis, et, est fondé en priorité, sur la promotion de l'investissement agricole et agroalimentaire, en s'appuyant sur une mobilisation accrue des capitaux et de l'initiative privés, indispensables pour la relance de la sphère agricole et rurale. Or revers de la médaille, les récentes performances du secteur ont révélé un manque d'unités de transformation, entre autres. De ce faite, les salons ou autres expositions permettent à l'Algérie la possibilité aux acteurs majeurs de l'agri-

culture de s'ouvrir à la valorisation de leurs produits agricoles par la transformation, le conditionnement en produits commercialisables à haute valeur ajoutée, leur distribution et aux échanges dans les autres activités associés (fourniture d'engrais, de semences, d'équipements...) dans le contexte de coopération Sud-Sud, le Zlecaf aidant. Sihem T souligne d'autres parts, que l'agriculture peut devenir la colonne vertébrale de l'économie nationale. En matière de sécurité alimentaire et de nutrition, nous sommes placés en tête par rapport aux pays arabes et africains et même ceux en zone verte comme les pays européens et autres, selon les rapports des organisations internationales, notamment l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui avait classé l'Algérie en première place aux niveaux arabe et africain, pendant trois années exécutives (2020, 2021 et 2022), en termes de concrétisation des objectifs du développement durable. Le forum économique de Davos avait aussi classé l'Algérie parmi les pays leaders dans le monde en matière de sécurité alimentaire à travers sa production nationale. Néanmoins, malgré ces avancées notables, nous restons dépendants des im-

portations pour certains produits alimentaires stratégiques, tels que les céréales, les huiles, les viandes rouges, le sucre et la poudre de lait. L'importation de ces produits alimentaires stratégiques nous coûte une ardoise de dix milliards de dollars. Nous importons plus de 80 millions de quintaux de céréales pour un montant dépassant les 3 milliards de dollars. Nos besoins en céréales, surtout en blé tendre, dépassent les 100 millions de quintaux, alors que notre production locale se situe entre 25 à 45 millions de quintaux suivant les conditions climatiques. Et c'est à cela que l'Algérie doit s'attaquer en priorité, en favorisant l'investissement utile, l'amélioration des circuits de distribution, mais par-dessus tout, arrêter, sinon freiner la spéculation par des dispositifs adaptés, et une plus grande traçabilité. Les entreprises doivent investir dans de nouvelles technologies en termes d'équipements et de fournitures et se munir des savoir-faire nécessaires pour optimiser la productivité et la rentabilité de leurs productions, étant donné, la demande actuelle du marché locale et des potentialités à l'export des produits agricoles algériens. Ce n'est qu'à ce titre, que l'Algérie réussira son pari, et ce genre d'évènement ne peut que nous conforter dans l'option que notre pays a prise.

UTILISATION DES EAUX ÉPURÉES

12 périmètres agricoles raccordés au réseau en 2024

Douze (12) périmètres agricoles seront raccordés dans une première étape aux stations de traitement et d'épuration des eaux usées en 2024, pour couvrir de manière totale ou partielle le déficit enregistré. L'annonce a été faite par le directeur général de l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), M. Nacerddine Rakrouki. Il a précisé que dans le cadre du programme spécial arrêté par les pouvoirs publics pour la réutilisation des eaux épurées, 59 stations d'épuration seront reliées aux périmètres d'irrigation. L'opération est déjà lancée pour 12 périmètres comme première étape. Les périmètres classés dans la première phase de ce programme, sont le périmètre d'El Hamiz à Alger, Mitidja Centre (Blida), le plateau sétifien, le moyen chélif, Bounamoussa (Annaba), El Tarf, Maghnia (Tlemcen), Mina (Relizane), le plateau d'El Asnam et de Ghrib (Bouira), Bouchegouf (Guelma) et Sig (Mascara). La superficie globale de ces périmètres est de 94.617 hectares, avec une quantité d'eau théorique destinée à leur irrigation estimée à 453.604 m3/jour. L'ONID supervise actuellement le raccordement de 3 périmètres agricoles d'un montant global dépassant un (1) milliard DA, à savoir le périmètre d'El Hamiz à Alger, celui de Mina à Relizane

et le périmètre de Maghnia à Tlemcen, où les procédures administratives ont été parachevées et les cahiers des charges établis. Le même responsable a affirmé à l'APS que la généralisation de l'utilisation des eaux épurées, à l'agriculture «est inévitable compte tenu des conditions climatiques notamment dans les grands périmètres relevant de l'Office, avec possibilité de couvrir 40% des besoins à court terme, mais à moyen et long termes, a-t-il dit, la couverture sera totale ». Suite aux essais concluants menés par l'ONID dans les périmètres agricoles de l'ouest algérien, notamment en ce qui concerne les céréales et les légumes, le secteur de l'hydraulique a tracé ce programme pour raccorder toutes les stations d'épuration relevant de l'Office national de l'assainissement (ONA) aux périmètres agricoles. M. Rakrouki a assuré que les essais étaient concluants dans le périmètre de Melita à Oran d'une superficie de 6286 hectares, avec des besoins en eau épurée estimés à 31 millions de mètres cubes (M3) par an, sachant que le périmètre dépend de l'eau de la station d'El Kerma, ainsi que dans le périmètre de Hennaya dans la wilaya de Tlemcen d'une superficie de 800 hectares, avec des besoins en eau épurée estimés à 5 millions de M3 par an. Vu les changements climatiques que

connaît le monde, notamment la région de la Méditerranée, et face à la nécessité impérieuse d'exploiter les terres fertiles aménagées par l'Etat, M. Rakrouki a révélé le lancement de l'exploitation des eaux usées qui seront traitées dans le cadre du programme spécial tracé par l'Etat pour couvrir le déficit. S'agissant des critères sur la base desquels ces périmètres ont été classés comme prioritaires, le responsable a expliqué qu'ils sont liés à la quantité d'eau à traiter dans ces périmètres, la distance et la spécialité agricole, relevant que ce programme a été inscrit au niveau de l'ONID et de l'ONA ainsi qu'au niveau des directions et structures du secteur de l'hydraulique. Ce programme a été divisé selon les spécialités, soulignant que l'objectif de l'Office est de raccorder ces périmètres aux stations d'épuration ». L'ONID a organisé, par ailleurs, deux campagnes en vue d'assurer un approvisionnement continu des surfaces agricoles en eau. La première, lancée en novembre 2023, concerne le traitement des fuites constatées au niveau des surfaces gérées et irriguées par l'Office. 664 fuites ont été recensées dont 605 ont été réparées ce qui a permis de récupérer 17 millions m3 avec des quantités pour irriguer de nouvelles terres de l'équivalent de 4000 hectares. La deuxième campagne porte sur des

sorties sur le terrain à travers les périmètres gérés par l'Office, en vue d'écouter les représentants des agriculteurs. A ce jour 39 rencontres ont été tenues ayant regroupé 265 représentants d'agriculteurs dont 82 coopératives agricoles, a-t-il expliqué, rappelant la prise en charge de leurs préoccupations par le biais de l'ONID ou le ministère de tutelle à travers l'«élaboration des fiches techniques pour le réaménagement de certains périmètres. L'ONID, placé sous la tutelle du ministère, poursuit la coordination avec l'ONA et les autres directions relevant du secteur, pour la mise en œuvre des décisions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune prises lors de la réunion du Conseil des ministres tenu en novembre 2023 portant exploitation, à hauteur de 60%, des eaux épurées et augmentation du taux d'épuration des eaux usées et leur récupération, a fait savoir le responsable. Depuis sa création en 2005, l'ONID gère les grandes surfaces agricoles réparties sur 33 wilayas d'une superficie aménagée estimée à 282.705 hectares dont 234.539 hectares irrigués. L'irrigation de ces périmètres repose principalement sur les eaux de surface stockées dans les barrages et les eaux souterraines à travers les forages outre les eaux usées épurées.

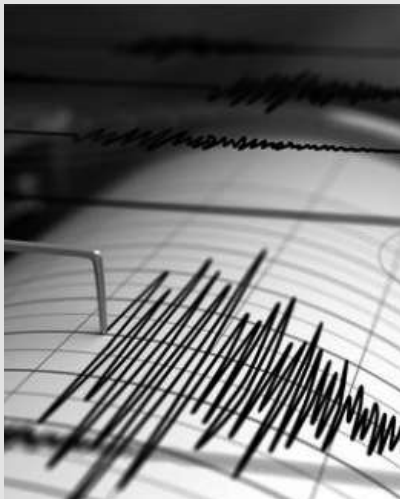
R E.

HYDROGÈNE
La Chine lance le plus grand pipeline au monde



La Chine vient de lancer le projet du plus grand pipeline à hydrogène au monde, amorçant une course internationale dans un secteur en pleine expansion, rapporte le site révolution énergétique. Après l'hydro-électricité, le solaire, le nucléaire ou encore l'éolien, la Chine Cette fois, se tourne vers le transport de l'hydrogène en lançant la construction du plus long « hydrogènoduc » au monde. Avec ses 737 km, le pipeline Zhangjiakou Kangbao – Caofeidan devrait relier une usine de production d'hydrogène vert de Zhangjiakou jusqu'au port de Caofeidan, à environ 250 km de Pékin.

CRAAG
Secousse tellurique de magnitude 3,3 degrés dans la wilaya de Jijel



Une secousse tellurique de magnitude 3,3 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée dimanche à 05h59 dans la wilaya de Jijel, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 13 km au Nord-Est de Sidi Abdelaziz (wilaya de Jijel, en mer), précise la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310,00
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025,00
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000,00

AIR ALGÉRIE

Le Syndicat des pilotes de ligne prône le dialogue social



Le Syndicat national des pilotes de ligne algériens (SPLA) est mobilisé pour développer la compagnie aérienne Air Algérie, lit-on dans un communiqué. Le SPLA a indiqué, ajoute la même source, que la compagnie traverse une période difficile. Face à cette situation, le syndicat s'efforce de trouver une solution immédiate, à moyen et long terme, en coopération avec la nouvelle administration et les autorités compétentes. «La participation des pilotes

au rayonnement de notre entreprise est essentielle, et nous nous mobiliserons pour réussir la saison du Hadj et la saison estivale 2024, qui représentent un défi que nous relèverons tous avec dévouement et professionnalisme», rassure le SPLA. Et d'ajouter : «Nous sommes convaincus que vos efforts seront soutenus et renforcés pour garantir le bon déroulement des opérations». Notant que les voix et les actions par lesquelles certaines parties visent à porter at-

teinte à la stabilité de l'entreprise, cela ne fait que refléter leur confusion personnelle et restera en marge de l'histoire. La nouvelle direction exprime sa volonté claire de résoudre toutes les revendications des pilotes dans un avenir proche. En conséquence, le syndicat a appelé à favoriser l'apaisement et le dialogue social. «Nous avons confiance en votre engagement habituel et votre dévouement remarquable», conclut-t-il.

TIARET

Reprise de l'activité d'une laiterie privée après la levée d'entraves administratives

La laiterie "El Bahdja lait", sise dans la commune de Sougueur (Tiaret) a repris récemment sa production de lait et dérivées après la levée des entraves administratives qui faisaient obstacle à son activité, a-t-on appris auprès du gérant de cette entreprise privée. Abdelkader Harzallah a indiqué que la laiterie a repris l'activité grâce aux efforts des autorités locales qui ont levé les contraintes auxquelles elle faisait face, ce qui a permis la réception d'un quota de 65 tonnes de lait en poudre de l'Office national professionnel du lait et dérivés pour produire 24.275 litres de lait pasteurisé par jour. La production a été augmentée, lors de ce mois de Ramadhan pour atteindre 42.000 litres de lait pasteurisé, après que son quota de lait en poudre a été augmenté de 50 tonnes supplémentaires de

même que la quantité de lait cru provenait du lait de vache qui est collecté au niveau des exploitations agricoles voisines. Selon la même source, la laiterie couvre actuellement 22 communes à travers la wilaya, com-

prenant les daïras de Sougueur, Aïn Kermes et Aïn Deheb ainsi que les daïras de ksar Chellala et Hammadia, qui relèvent désormais de la wilaya déléguée de Ksar Chellala. A signaler que cette entreprise a fait l'objet,

jeudi dernier, d'une visite du wali de Tiaret, Ali Bouguerra, où il a valorisé les efforts de ceux qui veillent à assurer une disponibilité de ce produit vital et s'est engagé de l'aider pour le développement de la filière.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 مارس 2024 الموافق لـ 7 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 mars 2024 le 7 ramadan 1445

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة		
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	59	البطاطا
	Tomate	105	117	93	الطماطم
	Oignon sec	81	89	74	البصل الجاف
	Ail sec	518	584	453	الثوم الجاف
	Carotte	73	81	64	الجزر
	Navet	71	79	63	لفت
	Chou-fleur	82	92	73	قرنبيط
	Choux	65	74	57	كرنب
	Courgette	90	102	79	الكوسة
	Haricot vert	393	418	368	الفاصولياء الخضراء
Laïtue	118	131	106	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	453	568	339	التفاح المحلي
	Datte	576	703	449	التمر
	Orange	140	168	111	البرتقال
	Citron	159	179	139	الليمون
	Banane	363	377	349	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1694	1846	1542	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	515	528	501	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

MARCHÉ DES VIANDES

«Le retour à l’importation n’est la solution idoine»

Le retour à l’importation de la viande rouge pour réguler le marché national n’est pas la solution idoine pour l’enseignant-chercheur de l’institut national d’Agronomie (INSA), Ali Daoudi, qui prône une réelle et efficace relance de la filière nationale, selon une visibilité à long terme bien réfléchie d’autant que celle-ci est éminemment stratégique.

Par Sirine R/Agence

Pour lui, «l’importation, un outil commun à de nombreux pays pour réguler l’offre, ne devrait pas être une solution qui affaiblit la production nationale». L’intervenant a recommandé la mise en place d’une stratégie nationale qui s’inscrit dans une approche plus globale de renforcement des capacités de production de viande rouge, tout en régulant les crises par le biais de l’importation. «Il faut tenir compte de deux éléments de l’équation lors de la prise de décision raisonnable en les résumant comme suit : d’abord consolider l’appareil de production, qui est un gage de la préservation de notre sécurité alimentaire à long terme, et ensuite garantir l’accès des consommateurs à des produits de large consommation », détaille-t-il dans une déclaration à la radio. Le recours à l’importation doit être, selon lui, une solution bien réfléchie et ne doit pas engendrer la casse de notre appareil de production. Elle doit être (l’importation, ndlr), indique-t-il, inscrite dans la stratégie globale de consommation de la viande rouge nationale tout en régulant les moments de crises de cet appareil.

« Si on devait faire le diagnostic, largement partagé parmi les professionnels de la filière, le premier élément de fragilité essentiel demeure l’alimentation de bétail », déplore M. Daoudi. En plus, « nous avons un déficit structurel de plus en plus chronique en fourrage. En ce sens, tout est à faire pour développer les segments de la filière. Pour la développer, explique-t-il, il y a une marge de progression, mais très limitée. Car, poursuit l’orateur, nous comptons un pays où les fourrages naturels sont de plus en plus rares ou les steppes sont en dégradation et nous subissons des sécheresses récurrentes, sous l’effet du changement climatique, qui empêchent la production des fourrages en parties cultivées dans des espaces irrigués. Ainsi, l’importation est devenue, selon lui, un recours structurel systématique, citant en exemple le cas de l’orge et du soja, pour rendre disponible l’alimentation de bétail en général. « La filière algérienne est ainsi devenue bien intégrée dans le marché mondial par les intrants alimentaires pour le cheptel national ovins et bovins », déplore l’analyste. L’autre impératif, de son avis, c’est d’élever les petits éleveurs avicoles au niveau des

grands éleveurs qui pilotent la filière pour fonctionner selon les normes industrielles internationales tout en maîtrisant les techniques de maîtrise industrielle, selon un topo semi-intensif qui valoriserait éventuellement des produits locaux proposés à des prix abordables aux consommateurs locaux, à qui il faut un accompagnement et une valorisation de savoir-faire. « Il faut faire émerger des champions nationaux de tailles relativement importantes associés à des partenaires internationaux pour maîtriser le modèle agroindustriel et faire des économies à l’échelle », préconise-t-il, insistant sur l’impératif de segmenter cette filière par la conversion de dizaines de petits éleveurs qui créent de l’emploi et de la richesse, entre semi artisanale et semi intensif, afin d’offrir une productivité améliorée en insistant sur la visibilité à long terme pour les producteurs. » De même pour la viande rouge qui souffre de l’absence d’information concernant le nombre des producteurs et les besoins nécessaires par cheptel nous incitent, selon M. Daoudi, à réfléchir de manière sereine et efficace à une stratégie diversifiée qui prend, cas par cas, la chaîne de valeur de la filière viande.

REPEUPLER LES FONDS MARINS DE NOTRE LITTORAL

Construction de récifs artificiels

Animées par la passion de la mer et l’engagement de protéger la biodiversité marine, des associations des villes d’Oran, d’Annaba, d’Alger et de Boumerdès se sont lancé le défi de repeupler le fond marin du littoral en y construisant des récifs artificiels, des «maisons» pour les poissons et les espèces végétales. Au commencement, l’idée semblait presque irréaliste, d’autant plus qu’aucun appui juridique n’ouvrait la voie à la concrétisation de ce projet ambitieux de récifs artificiels, mais la ténacité des membres de ces associations a fini par faire bouger les choses, contribuant ainsi à l’émergence d’une prise de conscience collective quant à l’importance de régénérer des zones marines qui ont subi les affres de la pollution. En 2015, l’association écologique marine Barbarous d’Oran à l’ouest du pays ouvre le bal, dans une première à l’échelle nationale, en procédant à l’immersion d’un récif artificiel au niveau de la baie de Bousfer. Une année après, l’association Hippone Sub d’Annaba lui emboîte le pas et fait immerger sa première charpente métallique, dans les profondeurs de Ras El Hamra. Ces projets pionniers ont conduit à la promulgation d’un décret exécutif qui régit les récifs artificiels en Algérie et ont ouvert grandement la porte aux idées innovantes versées dans la préservation, la régénération des écosystèmes marins et la protection du patrimoine halieutique. Au fil du temps, de manière graduelle mais constante, la vie renaît dans de multiples

zones des fonds marins du littoral algérien. Ce qui était initialement un petit projet de récif artificiel est devenu un véritable défi pour les passionnés de la Grande bleue en Algérie, et sa dimension pédagogique a rapidement captivé l’attention de plusieurs universités et instituts de biologie marine. «L’immersion du premier récif artificiel pilote, constitué de modules en béton, dans la baie de Bousfer était non seulement un moment fort qui couronnait un travail de longue haleine mais démontrait surtout qu’on peut faire beaucoup de choses pour protéger les fonds marins, lutter contre la pêche illégale, faire émerger une économie bleue et un tourisme durable», confie le président de l’association écologique marine Barbarous, Amine Chakouri. Avec enthousiasme, celui-ci ajoute :«Les résultats du projet-pilote étaient très satisfaisants, car six mois après l’immersion du récif, on dénombrait 38 espèces animales et végétales. En seulement une année, le nombre est passé à 75 espèces.» Actuellement, de nouvelles espèces marquent toujours leur arrivée, y trouvent un lieu de vie et de reproduction, et le récif est devenu «un aquarium scientifique » pour les universitaires et biologistes, affirme M. Chakouri. La concrétisation de ce projet a valu à l’association le Prix de la «meilleure pratique en matière de recherche et collecte des données sur la pêche artisanale», lors de la conférence de haut niveau sur la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire organisée

par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) en 2018. Pour le président du club Hippone Sub d’Annaba, Karim Chikhi, l’immersion en 2016 du récif artificiel composé de 5 modules de 100 m2, montés sur charpente métallique dans les profondeurs de Ras El Hamra était «l’aboutissement d’un parcours long et compliqué auquel le club y croyait». Depuis 2016, quelque 55 espèces vivantes de différents poissons, de mollusques et de crustacés ainsi que des espèces végétales nécessaires à la biodiversité ont peuplé les maisons de la mer d’Annaba, et la régénération des écosystèmes se fait graduellement avec le retour à la région de plusieurs espèces de poissons retrouvant dans ces récifs artificiels leur ancien habitat. La promulgation du décret exécutif n° 17-363 du 25 décembre 2017, fixant les modalités de création des récifs artificiels, est venue confirmer une prise de conscience collective sur l’importance de la mise en place de ces dispositifs pour protéger l’écosystème marin et libérer les initiatives. Depuis, plusieurs projets ont été lancés dans plusieurs wilayas du littoral, grâce à un vaste programme de coopération entre les associations versées dans la protection des fonds marins et les universités nationales. Les récifs artificiels ont également ouvert la porte à des formations dans les métiers marins dont la soudure marine. Une coopération internationale a été également scellée dans ce domaine.

EDUCATION NATIONALE

Numérisation des inscriptions à la première année primaire avant fin juin prochain

Le ministre de l’Education nationale, Abdelhakim Belaabed a annoncé, dimanche à Aïn Defla, que la numérisation des inscriptions à la première année primaire, et d’orientation et de suivi des absences des élèves, interviendra avant fin juin prochain. Dans une déclaration à la presse en marge d’une visite d’inspection dans la wilaya, M. Belaabed a affirmé que son département ministériel « œuvre à la numérisation d’opérations +utiles+ avant la fin juin prochain », citant entre autres, « l’opération des inscriptions à la première année primaire et celles de l’orientation et du suivi des absences des élèves ». « La numération des inscriptions à la première année primaire va permettre aux parents d’inscrire, à distance, leurs enfants sans avoir à se déplacer », a-t-il expliqué, notant que d’autres opérations seront numérisées dans le secteur de l’éducation, à l’avenir. Le ministre de l’Education nationale a aussi salué le « niveau » atteint par l’opération de numérisation dans le secteur de l’éducation nationale à Aïn Defla, où sa « bonne mise en œuvre a donné les résultats escomptés », s’est-il félicité. Après avoir relevé que « les conditions de scolarité à Aïn Defla sont bonnes », il a loué le « sérieux » des autorités de la wilaya, au même titre que les « efforts » déployés et « l’intérêt » accordé au secteur de l’éducation nationale. M. Belaabed a souligné, à cet égard, les « efforts » consentis à l’échelle locale, pour l’accueil et la réception du plus grand nombre possible d’infrastructures de base, entre lycées, CEM et écoles primaires. La wilaya a enregistré l’inscription de nombreux projets au titre du programme 2024, représentés notamment par 23 groupes scolaires, 23 CEM, 10 lycées, 10 cantines scolaires et deux internats, selon les données fournies par la direction locale de l’éducation. Durant sa visite à Aïn Defla, le ministre a procédé au lancement de la réalisation de structures éducatives, dont un lycée dans la commune d’Aïn Torki et trois (3) CEM dans les localités d’El-Main, Tachta-Zougagha et Aïn Bouihine, outre l’inspection des chantiers d’autres projets à Boumedfaâ et Aïn Defla.

R E.

ADRAR

Un nouveau programme de 15.000 logements au profit de la wilaya

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, à Adrar, un nouveau programme d'habitat de 15.000 unités, toutes formules confondues, au profit de la wilaya.

S'exprimant en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Adrar, M. Belaribi a indiqué que "ce programme doté d'une enveloppe financière de plus de 23 milliards de DA, est composé de quota de logements de différentes formules, dont 2.100 logements publics locaux (LPL), 200 logements promotionnels aidés (LPA), 5.000 aides à l'habitat rural et plus de 7.000 autres destinées à l'auto-construction dans le cadre du programme des lotissements sociaux". Et d'ajouter "ce programme qui s'ajoute aux projets accordés à la wilaya dont 1.800 unités en chantier et 2.200 autres en

voie de lancement, a pour objectif de donner une forte impulsion au secteur de l'habitat à Adrar et de contribuer ainsi à la prise en charge des besoins en matière de logements". M. Belaribi a souligné que son secteur s'engage à maintenir son aspect social en application des directives des hautes autorités du pays, précisant que cette démarche est un indicateur important traduisant l'inscription d'un programme national de 460.000 unités de logements, toutes formules confondues, dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2024). Le ministre a, lors de l'inspection du projet du pôle urbain (Est de

la ville d'Adrar), salué la méthode de travail des autorités de wilaya permet de lancer les projets des équipements publics, structures éducatifs, sanitaires et sécuritaires entre autres, avant ceux de l'habitat au niveau de ce nouveau pôle urbain où il a procédé à la pose de la première pierre de projets de 200 logements promotionnels publics (LPP), avant d'inspecter un chantier de réalisation de 400 unités de type (LPA), un Collège d'enseignement moyen (CEM), un lycée, une clinique et siège de sûreté urbaine. Toujours dans le pôle urbain, le ministre a, après avoir écouté un exposé sur le secteur, donné le

coup d'envoi des travaux de réalisation de 40 LPL et 150 LPA sur un total de 500 unités programmés avant d'inaugurer un lycée et poser la première pierre d'un CEM au niveau du nouveau pôle urbain Cheikh Sid Mohamed Belakbir, à l'ouest de la ville d'Adrar. Auparavant, le ministre a présidé une réunion tenue au siège de la wilaya sur le bilan du secteur en ce qui concerne l'habitat, l'aménagement urbain et les équipements publics, où il a saisi l'occasion pour mettre l'accent sur la nécessité "d'intensifier les efforts" afin de concrétiser tous les programmes retenus en faveur de la wilaya.

ANNABA

Projets structurants générateurs de richesse et d'emplois dans les poches foncières récupérées

Les services de la wilaya d'Annaba ont arrêté un programme de relance et de lancement de plusieurs projets d'investissement structurants, générateurs de richesse et pourvoyeurs d'emploi, dans le cadre de l'exploitation du foncier industriel devant être destiné à l'investissement. Le programme de travail élaboré par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) portant en particulier sur la numérisation, devrait assurer transparence et attractivité auprès des potentiels investisseurs porteurs de projets économiquement viables, avait souligné le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, lors de l'inspection de plusieurs projets. Il est attendu,

selon le chef de l'exécutif local, l'exploitation de tout le foncier industriel destiné à l'investissement productif afin de lancer sur le terrain des projets structurants dans les secteurs, notamment, de l'industrie et du tourisme. Dans le cadre des décisions récemment signifiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au cours d'un conseil des ministres, relatives à la récupération du foncier industriel disponible dans le périmètre du complexe d'El Hadjar, et son orientation vers l'investissement, plus de 200 hectares de foncier industriel inexploités, situés à proximité de l'usine sidérurgique, ont été récupérés. Cela représente une importante opportunité

pour concrétiser des projets d'investissement structurants dans la wilaya d'Annaba, d'autant qu'il s'agit de terrains aménagés et raccordés aux différents réseaux. La wilaya d'Annaba a également pu, dans ce même cadre, récupérer plus de 197 hectares de foncier industriel non utilisé qui seront orientés vers l'investissement productif, sur des terrains situés dans les zones industrielles et d'activités ayant déjà fait l'opérations de viabilisation et de raccordement aux réseaux (eau, assainissement, électricité), notamment la zone industrielle Ain Essid, dans la commune d'Ain Berda, qui s'étend sur une superficie de 101 hectares.

La numérisation pour développer l'industrie productive

A la faveur des mécanismes mis en place pour développer l'investissement, notamment dans le secteur touristique, au premier rang desquels la numérisation, l'orientation, l'accompagnement et l'encouragement des investisseurs, les cinq zones d'expansion touristique (ZET) de la wilaya d'Annaba sont prêtes à recevoir des projets viables au plan économique. Les cinq ZET en question, d'une superficie totale de 2.435 hectares sont réparties sur des localités surplombant la mer, en l'occurrence Oued Begrate, dans la commune Seraïdi, la baie Ouest

et Chetaïbi (commune éponyme), Sidi Salem (El Bouni) et la Corniche, au chef-lieu de wilaya, ce qui représente une importante réserve de foncier à orienter vers l'investissement dans le secteur du tourisme, dans une région qui s'emploie, selon ses responsables, à renforcer sa position en tant que destination touristique. Il convient de relever que la wilaya d'Annaba compte déjà, dans ces ZET, 17 projets en cours de réalisation dans le secteur du tourisme, dont des hôtels cinq étoiles, des villages touristiques, des espaces de loisirs familiaux et autres installations. Parmi ces projets, cinq hôtels devraient être réceptionnés avant la prochaine saison estivale (2024).

MOSTAGANEM

Neuf nouvelles infrastructures pour la prochaine rentrée scolaire

Les travaux pour la réalisation de neuf nouvelles infrastructures éducatives sont actuellement en cours au niveau des communes relevant des daïras de Mesra et de Mostaganem, dans la perspective d'être livrées à la (2024-2025), a-t-on appris des services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a effectué, mardi, une visite d'inspection, lors de laquelle il s'est enquis du taux d'avancement des travaux au niveau des chantiers. Les infrastructures en cours de réalisation (un lycée, un collège d'enseignement moyen, une école primaire et des extensions de classes), sont implantées dans les communes d'Aïn Sidi Cherif, Mesra, Mansourah, BladTouahria et Mostaganem, a-t-on ajouté. Il est à signaler, dans ce contexte, que la commune d'Aïn Sidi Cherif a bénéficié d'une opération portant sur des travaux d'extension de deux salles de cours de l'école « Dilmi Abdelkader », sise dans l'agglomération

secondaire de « Chennana », et ce pour une enveloppe budgétaire de 8,6 millions de dinars et dont le taux d'avancement des travaux est estimé à 90%. Lors de cette sortie de terrain, le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya, qui a affiché son mécontentement face au non-respect constaté des normes de travail et de suivi du projet, a instruit les parties concernées à accélérer la cadence des travaux pour la réception du projet dans les délais impartis, a-tonfait savoir de même source, ajoutant que M. Boudouh a également inspecté la cantine scolaire et le terrain réservé aux exercices d'éducation physique et sportives (EPS) de la même école. Dans la commune de Mesra, le wali a inspecté le projet portant sur l'extension de quatre salles de cours au niveau du groupe scolaire « Ben Guenneb Abdelkader », dont le taux d'avancement des travaux est évalué à 65%. Dans la même commune, le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya a également ins-

pecté le chantier de réalisation de trois nouvelles classes, au niveau de l'école « Stal Djilali », pour lequel une enveloppe financière évaluée à 10 millions de dinars a été allouée. Sur place, le wali a préconisé la réalisation de deux autres classes, afin « d'atténuer le problème de la surcharge auquel est confronté l'établissement scolaire », sis au centre-ville du chef-lieu de la commune de Mesra. Par ailleurs, le secteur de l'Education s'est consolidé, dans la commune de Bled Touahria, par un nouvel établissement du cycle primaire, implanté dans la localité d'OuledMordhi, pour la concrétisation duquel une enveloppe financière de 100 millions de dinars a été débloquée et dont la livraison est programmée pour de la prochaine rentrée scolaire. M. Boudouh a annoncé l'affectation de deux aides financières au profit de cette agglomération secondaire, évaluées à 6 millions de dinars pour la concrétisation de travaux d'une mosquée et l'aménagement du terrain de sports de proximité

du village, ont encore indiqué les services de la wilaya. Dans la commune de Mansourah, le wali a instruit les services compétents pour réceptionner le projet de réalisation de quatre classes d'extension, en chantier actuellement au niveau de l'école primaire « Boudraf Mohamed », le 1er mai prochain, selon la même source. La commune de Mostaganem a bénéficié, quant à elle, de quatre infrastructures pédagogiques, dont un collège d'enseignement moyen, sis au quartier Kharouba, pour un coût de 150 millions de dinars et dont les travaux affichent un taux d'avancement de 33%. La commune chef-lieu de wilaya a bénéficié également d'un lycée dont le chantier affiche un taux d'avancement de 30 %, un taux que le wali a estimé « lent », appelant ainsi les responsables concernée à accélérer la cadence de travail en adoptant le système 3x8 pour livrer cette infrastructure scolaire dans les délais contractuels.

Trump II, première menace économique mondiale

Plus que les conflits en Ukraine et en Israël, c’est l’agenda protectionniste proposé par Donald Trump qui constitue aujourd’hui la plus grande menace pour la croissance et les marchés.

Nouriel Roubini (*)

Nous sommes entrés dans une période d’intensification des rivalités et des conflits géopolitiques. La guerre de la Russie contre l’Ukraine en est à sa troisième année, le conflit entre Israël et le Hamas risque encore d’évoluer en guerre régionale, et la guerre froide de plus en plus profonde entre les Etats-Unis et la Chine pourrait se changer en guerre chaude autour de Taïwan au cours de cette décennie. Si Donald Trump remporte l’élection présidentielle américaine en novembre, le monde sera encore plus déstabilisé. Or, ces risques n’ont jusqu’à présent exercé qu’un effet limité sur les économies et les marchés. Cela pourrait-il changer prochainement ?

Energie, le choc absorbé

Bien que la guerre menée par la Russie en Ukraine soit plus brutale que jamais, ses effets mondiaux s’atténueront probablement. Les risques d’implication directe de l’Otan, ou d’utilisation d’armes nucléaires tactiques par la Russie, sont plus faibles aujourd’hui qu’antérieurement dans cette guerre. De même, si elle a initialement entraîné une hausse des prix de l’énergie, de l’alimentaire, des engrais et des métaux, l’Europe elle-même (pourtant la région la plus impactée) a absorbé le choc au seul prix d’un modeste ralentissement de sa croissance. Les hydrocarbures russes ont été remplacés par des importations accrues des Etats-Unis et du Moyen-Orient. L’impact sur les prix des produits alimentaires a été réduit depuis que l’Ukraine est parvenue à rouvrir en mer Noire un corridor pour

exporter ses céréales. La guerre entre Israël et le Hamas n’a elle aussi exercé qu’un impact économique régional et mondial limité. Le PIB d’Israël a certes chuté fin 2023, et restera probablement faible tant que le conflit perdurera. Les dégâts économiques à Gaza sont évidemment plus graves encore, et les revenus de l’Egypte issus du canal de Suez ont diminué avec les attaques en mer Rouge des houthis yéménites contre les navires de fret. Pour autant, si le conflit demeure dans ses contours actuels, l’impact restera limité. Il faudrait une escalade régionale majeure pour entraîner des répercussions mondiales plus sévères. Une guerre totale entre Israël et l’Iran réduirait considérablement la production et les exportations d’énergie du Golfe, provoquant une flambée des prix de l’énergie comparable aux chocs stagflationnistes qui ont suivi la guerre du Kippour de 1973 et la révolution iranienne de 1979. Heureusement, la probabilité d’une sérieuse escalade régionale demeure faible. Alors que la guerre froide entre l’Amérique et la Chine devrait s’aggraver avec le temps, les relations ne devraient pas se détériorer outre mesure cette année. Joe Biden et Xi Jinping ont convenu fin 2023 d’un dégel tactique et la réaction de la Chine face au résultat non désiré des élections de Taïwan est restée assez contenue. En outre, ses faiblesses et ses fragilités économiques pourraient l’inciter à une attitude moins conflictuelle avec les Etats-Unis et l’Occident. Dans le même temps, les démarches occidentales de « reshoring », de « friend-shoring » et de restrictions sur le commerce ne devraient pas réellement s’intensifier à court terme. Tant que la compétition stratégique demeurera gé-

rée, l’impact économique mondial restera modeste. Le plus grand risque géopolitique pour la croissance et les marchés réside en réalité dans la prochaine élection américaine. Il est toutefois important ici de noter que Trump et Biden partagent certaines priorités en matière de politique étrangère. Démocrates et républicains se montrent égaux dans leur hostilité envers la Chine, et le resteront. Biden et Trump soutiennent tous deux Israël, tout en reconnaissant que la normalisation souhaitée de ses relations avec l’Arabie saoudite pourrait nécessiter d’accepter une solution à deux Etats, tôt ou tard. La plus grande différence réside dans les questions liées à l’Otan, à l’Europe et au conflit en Ukraine. Certains craignent que Trump n’abandonne l’Ukraine et laisse la Russie gagner la guerre. Trump étant néanmoins voué à demeurer hostile à la Chine, il pourrait s’inquiéter du signal (au sujet de Taïwan) qu’il enverrait alors. Par ailleurs, ce qu’il souhaite vraiment, c’est que les membres européens de l’Otan dépensent davantage dans la défense. S’ils s’exécutaient, Trump pourrait reconnaître à l’Alliance une certaine valeur, dans son pivot vers l’Asie et à des fins de dissuasion de la Chine.

Flou sur l’Otan

La principale manière dont une seconde administration Trump impacterait les marchés réside dans ses politiques économiques. Le protectionnisme se durcirait. Trump veut imposer des droits de douane de 10 % sur toute importation aux Etats-Unis (contre 2 % en moyenne actuellement), avec des taux probablement plus élevés sur les produits de Chine. Une telle

décision déclencherait de nouvelles guerres commerciales, avec la Chine mais aussi avec des alliés en Europe et en Asie (Japon, Corée du Sud). Une guerre commerciale mondiale réduirait la croissance et augmenterait l’inflation, ce qui en fait le plus grand risque géopolitique à envisager pour les marchés. La démondialisation, le découplage, la fragmentation, le protectionnisme, la balkanisation des chaînes d’approvisionnement et la dédollarisation deviendraient des risques encore plus importants pour la croissance. Parmi les autres risques stagflationnistes liés à Trump figurent son attitude négationniste sur le climat et la probabilité qu’il tente de remplacer le président de la Fed, Jerome Powell, par une figure plus docile et plus conciliante. Enfin, les politiques budgétaires de Trump augmenteraient des déficits déjà trop élevés. Les réductions d’impôts actuellement vouées à expirer seraient prolongées, comme les dépenses accrues dans la défense et les avantages sociaux. Le risque de voir les défenseurs des obligations bouleverser le marché obligataire avec des rendements beaucoup plus élevés augmenterait. Le creusement des dettes privées et publiques ferait apparaître le spectre d’une crise financière. Pour reprendre une formule célèbre : « Ce qui compte, c’est l’économie, imbécile ! » C’est aujourd’hui l’agenda économique proposé par Trump qui constitue la plus grande menace pour les économies et les marchés.

(*) Professeur émérite d’économie à la Stern School of Business de l’université de New York

Source : Les Echos avec Project Syndicate

La Fed fait-elle encore la pluie et le beau temps ?

Par Hélène Rey (*)

Historiquement, à chaque fois que la Réserve fédérale américaine a relevé ses taux directeurs abruptement, cela s’est soldé par d’importantes turbulences pour les marchés émergents et parfois pour l’économie mondiale. Un des épisodes les plus traumatisants fut la relève des taux par Paul Volcker au début des années 1980 pour faire baisser l’inflation à deux chiffres des années 1970. Cet accroissement brutal des taux dans un contexte où les pays d’Amérique latine étaient très endettés suite au recyclage des pétrodollars par les banques new-yorkaises a conduit à une crise de la dette et à la « décennie perdue » de l’Amérique latine. En 1994-1995, la Fed, en relevant ses taux, a contribué à précipiter la crise mexicaine puis asiatique. Après une période de liquidité très abondante au début des années 2000, la relève des taux en 2004-2005 a entraîné la crise

des subprimes et la faillite de Lehman Brothers avec ses conséquences globales, ainsi que la crise de la zone euro. Par ses actions, la Réserve fédérale remplit son mandat qui est purement lié à l’inflation et l’emploi aux Etats-Unis, mais, de par le rôle international du dollar, elle a un effet bien au-delà de ses frontières. Souvent, une période de calme où les liquidités sont abondantes conduit à une prise de risque excessive par les investisseurs. Comme le dollar est la monnaie de référence pour le commerce et les flux de capitaux, lorsque les taux américains montent, les coûts de financement augmentent, il est plus difficile de refinancer sa dette et les valeurs des actifs baissent. Ces effets peuvent conduire à des dynamiques de spirales à la baisse et de retraits des flux de capitaux qui précipitent certaines économies dans des crises financières. En prenant ce point de vue historique, il y a donc peu de raisons d’être meilleures politiques macro et mi-

croprudentielles ? D’autres explications pourraient être liées aux marchés des matières premières qui ont soutenu les revenus de certains pays. Ou au fait que les banques centrales de certains pays émergents ont pour une fois resserré leurs politiques monétaires avant la Fed limitant ainsi la dépréciation de leur monnaie. Toutes ces hypothèses sont plausibles. Mais un autre phénomène intrigant qui n’a, a priori, rien à voir avec les caractéristiques des pays émergents. D’ordinaire, les obligations américaines risquées voient leur spread augmenter en temps de resserrement monétaire. Cette fois-ci, pour l’instant, cela n’a pas été le cas et les indices de conditions financières globales sont tous plutôt bons. De même l’économie américaine est très résiliente malgré la hausse des taux. Est-ce à dire que la transmission de la politique monétaire de la Fed envers les actifs risqués a diminué ? Si cela était le cas, encore faudrait-il comprendre pourquoi. Il

se pourrait que les politiques macroprudentielles et de régulation mises en place depuis 2009 portent leur fruit et dissuadent la prise de risque excessive. Peut-être ont-elles permis de faire diminuer la volatilité en temps de stress grâce à l’augmentation des coussins en capital. Ce serait une interprétation positive des faits. Il existe une interprétation moins favorable. Les grandes quantités de liquidités présentes dans le système sont toujours à l’œuvre et ont muté la transmission du resserrement monétaire sur les marchés financiers jusqu’à présent. Si cette hypothèse est la bonne, les banques centrales doivent procéder avec grande prudence lorsqu’elles continuent à diminuer la taille de leurs bilans.

(*) Professeure d’économie à la London Business School.

Source : Les Echos

SOUDAN

L'ONU a besoin de 4,1 milliards \$ pour l'aide humanitaire en 2024

Près de 18 millions de personnes au Soudan sont confrontées à une « insécurité alimentaire aiguë », selon les Nations unies. L'Organisation des Nations unies (ONU) a demandé 4,1 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) pour répondre aux besoins humanitaires de la population au Soudan, en 2024, où une guerre civile a poussé des Soudanais à fuir dans les pays voisins. « Dix mois de conflit ont privé la population soudanaise de presque tout : sécurité, logement et moyens de subsistance », a déclaré le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations unies, Martin Griffiths, dans un communiqué publié mercredi 7 février. La guerre a éclaté le 15 avril 2023 entre l'armée du général Abdel Fattah Al-Bourhane et les Forces de soutien rapide (FSR, paramilitaires) du général Mohammed Hamdan Daglo, ancien numéro deux du pouvoir militaire, et les efforts diplomatiques pour des négociations de paix ont jusque-là échoué. Au fil des mois, les combats se sont élargis, y compris à l'Etat d'Al-Jazirah, considéré avant la guerre comme le grenier à blé du pays, et la faim n'épargne pas la population, avec près de 18 millions de personnes qui sont actuellement confrontées à une « insécurité alimentaire aiguë », selon le communiqué de l'ONU. Mercredi dernier, les parties au conflit au Soudan ont accepté de se réunir sous l'égide des Nations unies, sans doute en Suisse, pour discuter humanitaire, a annoncé l'ONU, assurant toutefois attendre de savoir quand la rencontre aura lieu. « J'ai reçu des réponses positives de deux côtés », mais « j'attends toujours la confirmation de la date et du lieu de leur venue », a déclaré Martin Griffiths.

APRÈS UNE HAUSSE MASSIVE DES TAUX D'INTÉRÊT EN ÉGYPTE

Le Caire dévalue sa monnaie à un niveau record

La livre égyptienne a perdu un tiers de sa valeur face au dollar après la décision de la Banque centrale de relever son taux directeur de six points.

La Banque centrale d'Égypte a annoncé qu'elle relevait son taux directeur de six points à un record de 27,25 %, provoquant une chute de la livre égyptienne d'un tiers de sa valeur face au dollar.

L'inflation atteint jusqu'à 40 %

L'Égypte, fortement endettée et en grave crise économique, a déjà procédé à une dévaluation de sa monnaie de 50 % ces derniers mois, alors qu'elle négocie de nouveaux crédits avec le Fond monétaire

international (FMI) qui fait du flottement de la livre une condition à son aide. « L'unification du taux de change est cruciale car elle aide à éliminer les arriérés en devises en réduisant l'écart entre le taux de change officiel et le marché noir », indique le communiqué publié par la Banque centrale à l'issue de la réunion de son Comité de politique monétaire. Depuis des mois, alors que l'inflation a atteint jusqu'à près de 40%, le marché noir avait atteint un record jusqu'à 70 livres pour un dollar. Injection de 35 milliards des Émirats

arabes unis Il était ensuite redescendu brusquement aux alentours du nouveau taux officiel avec l'injection fin février par les Émirats arabes unis de 35 milliards d'investissements et de dépôts dans l'économie égyptienne. Le gouvernement compte sur ces investissements étrangers pour tenter notamment de contribuer à résoudre la crise des devises étrangères en Égypte, alors que le pays est en difficulté pour rembourser sa dette extérieure qui s'élève à près de 165 milliards de dollars.

AVANTAGES ACCORDÉS AUX NOUVEAUX PROMOTEURS EN TUNISIE

La prime de développement régional encore méconnue

« La prime de développement régional accordée aux jeunes promoteurs demeure encore méconnue. Cette prime varie entre 15 et 30% du coût du projet », a confié Slim Kaâbi, manager du bureau RAI. Il a aussi ajouté que la prime de 15% est accordée aux projets créés dans les régions du 1er groupe et celle de 30% est accordée aux projets qui seront créés dans les régions du 2e groupe. A noter que cette prime, a-t-il poursuivi, peut être incluse dans le schéma de financement du projet. A titre d'exemple, un projet dont

le coût est de 500.000 dinars nécessite un capital estimé à 30% (soit 150.000 dinars) et un prêt bancaire évalué à 70% (soit 350.000 dinars). « Si le promoteur ne dispose pas de la totalité des 30%, la prime de développement régional peut être incluse au schéma de financement en plus de la participation d'une société d'investissement à capital risque (Sicar) ». 60 % du capital Il a noté que le Fonds de promotion et de décentralisation industrielle (Foprodu) qui, jadis, participait au financement des projets industriels

ne dispose plus actuellement de fonds et ce depuis ces dernières années. Il est à préciser que ce Foprodu accordait d'habitude 60 % du capital (soit 90.000 dinars). C'est pourquoi le promoteur est obligé d'inclure la prime de développement régional au schéma de financement du projet. Généralement, le financement du capital pour un tel projet industriel, selon cet exemple, nécessite un apport propre de 15.000 dinars (10%), un apport du Foprodu de 90.000 dinars (60%) et un apport d'une Sicar de 45.000 dinars (30%). Évo-

quant l'étape d'exploitation du projet, il a indiqué qu'il est conseillé au promoteur de contacter le centre technique sectoriel approprié et le centre de promotion des exportations (Cepex) afin d'avoir une idée claire sur les marchés extérieurs, et ce, une fois que le projet a entamé le cycle de production. Le promoteur, a-t-il signalé, doit assurer une meilleure productivité (qualité et quantité) afin de garantir une large exportation qui permettra un bon apport de devises pour l'Etat et moins d'impôts à payer par l'exportateur.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Une société financée par Abu Dhabi est en pourparlers pour investir dans l'entreprise de fabrication de puces d'OpenAI

Le ministre de l'IA des Émirats arabes unis, Omar Sultan al-Olama, a déclaré au Financial Times qu'il s'attendait également à ce que le propriétaire de xAI, Elon Musk, entreprenne un projet en rapport avec l'IA dans le pays. La société d'investissement MGX, financée par l'État d'Abu Dhabi, a entamé des discussions en vue d'investir dans l'entreprise de fabrication de puces d'OpenAI, créateur de ChatGPT, a rapporté le Financial Times, citant deux sources différentes. MGX, une société d'investissement en technologie dont les partenaires fondateurs sont la société Mubadala d'Abu Dhabi et la société d'intelli-

gence artificielle G42, n'a été inaugurée qu'en début de semaine. MGX et OpenAI n'ont pas souhaité répondre aux demandes de commentaires dans l'immédiat. Cette information du Financial Times fait suite à un article selon lequel la société singapourienne Temasek Holdings était en pourparlers pour investir dans OpenAI. Le ministre de l'IA des Émirats arabes unis, Omar Sultan al-Olama, a déclaré au Financial Times qu'il s'attendait également à ce que le propriétaire de xAI, Elon Musk, entreprenne un projet en rapport avec l'IA dans le pays. « Je pense qu'il est possible qu'il

(Musk) fasse quelque chose ici », a indiqué M. Olama au Financial Times. L'année dernière, les start-up spécialisées dans l'IA ont attiré un dollar sur trois investis aux États-Unis, et ChatGPT d'OpenAI a attiré l'attention des start-up qui se sont lancées dans la course au développement de la technologie d'IA. Le lancement de ChatGPT, à la fin de 2022, a braqué les projecteurs sur les technologies d'IA générative, suscitant des milliards d'investissements dans les puces et les serveurs nécessaires pour soutenir l'adoption de telles applications. L'entreprise de MGX représente la dernière avancée d'Abu Dhabi dans le domaine de la technologie d'IA.

En décembre dernier, le PDG de G42, Peng Xiao, annonçait dans une interview que l'entreprise prévoyait de réduire sa dépendance au matériel chinois. Les experts estiment que cette décision est une réponse aux pressions exercées par les États-Unis concernant les liens technologiques entre Abu Dhabi et Pékin. D'après un article de Bloomberg, MGX devrait se focaliser sur les transactions liées à l'IA et aux semi-conducteurs, avec des actifs potentiels dépassant les 100 milliards de dollars (1 dollar = 0,92 euro) dans les années à venir.

CÔTE D’IVOIRE

La CGECI veut engager les entreprises dans la transition climatique

Le projet a été dévoilé, au cours d’une conférence de presse au siège de l’organisation patronale, par son Directeur Exécutif, M. Stéphane AKA-ANGHUI et le président de la Commission Énergie, Climat, Environnement, Qualité (ECEQ), M. Mamadou DOUMBIA, en présence de dirigeants d’entreprises.

Le forum rassemblera 400 participants de haut niveau, tous des acteurs majeurs du secteur privé, figures de premier plan du secteur public et des universitaires de renommée mondiale traitant des questions climatiques. L’initiative a été pensée et conçue en partenariat avec des entités de rang international. L’ambition de cette rencontre est d’accompagner les participants dans un paradigme de décarbonation, aligné sur les Contributions Déterminées au niveau National (NDCs) que la Côte d’Ivoire s’est engagée à atteindre. « A la suite de l’accession du Président Ahmed Cissé à la tête de la CGECI, en décembre 2022, un nouveau plan stratégique (2023-2026) a été élaboré. L’axe 1 de ce Plan met l’accent, à côté de l’amélioration de l’environnement des Affaires, sur la contribution de la CGECI à la transformation structurelle de l’économie. La Mesure 5 en particulier appelle à favoriser l’adoption de pratiques et modèles d’affaires verts et responsables, dans l’optique de contribuer au développement d’une économie diversifiée, inclusive et durable. Le Forum CAP GREEN 2024 se veut un élément essentiel de cette nouvelle stratégie dans laquelle nous ne nous intéressons pas seulement aux questions énergétiques, mais également au climat et à l’Environnement, au sens large. Bien plus qu’un simple forum,

CAP GREEN incarne notre engagement collectif en faveur de la transition vers une économie durable en Côte d’Ivoire et dans la sous-région. » a déclaré le Directeur exécutif de la CGECI, M. Stéphane AKA-ANGHUI. Divers secteurs d’activité de l’économie sont concernés : l’industrie (cimenterie, minoterie, l’industrie lourde, etc.), l’agro-industrie (transformation de matières premières telles que l’hévéa, le café et le cacao, l’anacarde), l’agriculture. Sans oublier des leaders des services, des transports, des entreprises de télécommunications ; des utilities couvrant l’eau et l’énergie. Le président de la commission Énergie, Climat, Environnement et Qualité (ECEQ) de la CGECI, Mamadou Doumbia, a précisé que Cap Green est « le forum de la connaissance, de la création d’actifs et de la mise en place d’une plateforme pour réussir la transition écologique ». Il s’agit de « relever le défi de la technologie, le défi du financement et le défi de la réglementation », a-t-il souligné. Ajoutant qu’à l’issue de ces assises, la CGECI veut aussi mettre à la disposition des entreprises les leviers du crédit carbone, d’ailleurs associé à des investissements verts. Le patronat veut également amener les entreprises à pouvoir structurer des dossiers d’investissement et de financement verts. Non sans interpellé les acteurs sur le fait qu’« il y a ur-

gence d’agir ». Bien que l’Afrique ne produise que 4% de gaz à effet de serre, elle est une grande victime du réchauffement de la planète. Malheureusement, selon la Banque africaine de développement (BAD), le taux de décaissement des financements pour les projets verts, au profit de l’Afrique, est de 14%, à l’échelle mondiale. Le forum explorera les dernières innovations technologiques, facilitera la mise en relation des participants aux marchés mondiaux et leur ouverture à des mécanismes financiers durables et innovants (crédits carbone, obligations vertes, prêts verts, etc.). Le volet académique de l’initiative et la participation d’économistes et d’environnementalistes permettra aux différents acteurs de bénéficier d’une veille pertinente des innovations scientifiques et des derniers travaux majeurs concernant la transition climatique. Outre la cérémonie d’ouverture qui enregistra la présence des autorités nationales et d’invités de renom, des ateliers thématiques réuniront des experts, chercheurs et entrepreneurs. Parallèlement, des deal room seront l’occasion pour les sponsors notamment Société Générale TotalEnergies d’échanger avec des participants ; ce qui pourrait déboucher sur la conclusion de partenariats d’affaires. La participation au forum exige une inscription en ligne.

RDC

Kinshasasigne officiellement le nouvel accord minier de 7 milliards de dollars avec la Chine

Lors du discours d’investiture pour son deuxième mandat, le président Félix Tshisekedi a annoncé un accord renégocié de 7 milliards de dollars avec la Chine, dans le cadre de la convention minière de 2008. Les fonds seront essentiellement consacrés à la construction de routes nationales en RDC. En RDC, le gouvernement a signé jeudi 14 mars, le 5ème avenant à la convention « mines contre infrastructures » conclue en 2008 avec la Chine. Le contrat minier renégocié avec le Groupe-ment des entreprises chinoises, prévoit un investissement total de 7 milliards de dollars dans le pays, contre 3 milliards de dollars dans l’accord initial. La cérémonie de signature présidée par le chef de l’État Félix Tshisekedi marque la fin officielle de longs mois de négociations entamés en 2023. Sous la supervision du président congolais, les entreprises chinoises se sont également engagées à verser une redevance annuelle de 1,2 % sur les revenus générés dans le pays. Les fonds seront principalement affectés à la construction de routes nationales, sur « plus ou moins 5000 km », a indiqué Alexis Gisaro, ministre des Infrastructures et Travaux publics. Pour rappel, la RDC est le premier producteur mondial de cobalt et l’un des trois premiers producteurs mondiaux de cuivre. Les compagnies chinoises parties au présent accord exploitent dans le pays ces deux métaux et ont déjà pu engranger 10 milliards de dollars de profits depuis le début de la mise en œuvre du contrat minier.

BÉNIN

Le gouvernement a approuvé la contractualisation de 332 km de projets routiers

Ces projets relèvent du plan de densification des réseaux routiers urbains, régionaux et ruraux pour une meilleure connectivité à l’intérieur du Bénin et avec les pays voisins. En Conseil des ministres le mercredi 13 mars, le gouvernement du Bénin a donné son accord

pour l’attribution de marchés visant à moderniser le réseau routier sur plusieurs tronçons, pour un linéaire total de 332 km. Les travaux sont prévus dans plusieurs régions du pays et portent sur des sections à bitumer, des routes en terre, de même que la réalisation d’ouvrages d’art. Ils

renforceront selon le gouvernement, « la structure actuelle du réseau routier national pour l’adapter au volume du trafic sans cesse croissant. Cela rendra meilleures les conditions de transport des personnes et des biens ». Ces travaux sont des axes de l’acte 2 du programme d’action du gouverne-

ment (PAG) qui s’étale sur le quinquennat 2021-2025. Ils compléteront les projets d’aménagement de voiries urbaines dont la phase actuelle concerne les villes de Cotonou, Calavi, Porto-Novo, Parakou, Kandi et Djougou. La phase 1 avait permis de moderniser des centaines de kilomètres de routes

et d’électrifier certaines grandes artères. Le programme prévoit par ailleurs le développement de certains axes stratégiques des routes régionales pour améliorer l’interconnexion avec les pays voisins, notamment le Nigeria qui est l’une des premières économies d’Afrique.

TANZANIE

Le gouvernement investit 84 millions USD pour renforcer les compétences des enseignants

L’enseignant est un acteur principal dans le fonctionnement du système éducatif. Pour avoir des élèves bien formés, il faut avoir au préalable des enseignants compétents dans un cadre de travail approprié. Le vice-Premier ministre tanzanien, Doto Biteko, a présidé la cérémonie de lancement du « Programme de soutien aux enseignants », mercredi 13 mars. Ce programme vise de manière globale à améliorer l’apprentissage inclusif basé sur l’élève, en se concentrant sur le renforcement des compétences du personnel enseignant.

Le programme qui s’étend jusqu’en 2027 va bénéficier d’un financement de 84 millions de dollars. Le montant a été mis à disposition par le Partenariat mondial pour l’éducation (GPE). « Lors de notre sélection au GPE, nous avons constaté que si nous ne donnons pas la priorité à la profession d’enseignant, l’ensemble du système éducatif va s’effondrer. C’est pourquoi nous sommes prêts à soutenir ce domaine comme moyen d’améliorer l’éducation de base en Tanzanie », a déclaré Jakaya Kikwete, président du GPE et par ailleurs ex-président de la Tanzanie.

Dans le détail, le programme s’attelle à réaliser trois principaux objectifs. Le premier objectif vise à améliorer la planification et la gestion des effectifs d’enseignants à travers l’amélioration des programmes de formation des enseignants à tous les niveaux, l’amélioration des stratégies de recrutement et de déploiement des enseignants, le maintien des processus de développement professionnel continu des enseignants. Le deuxième objectif poursuivait consiste à faire avancer la participation des femmes à l’éducation et à améliorer le soutien accordé aux étudiants et aux en-

seignants ayant des besoins particuliers. Enfin, le troisième objectif est en rapport avec l’environnement d’apprentissage. Il soutient la hausse de l’allocation budgétaire au secteur de l’éducation et la mise à disposition des installations et des infrastructures d’apprentissage. En outre, en dehors du renforcement des compétences et de l’environnement d’apprentissage, le programme va changer la vie sociale des enseignants. Il prévoit la mise à disposition de logement et la revalorisation des indemnités pour certains d’entre eux.

MARCHÉ EUROPÉEN DES INTRODUCTIONS EN BOURSE

Il affiche son meilleur démarrage depuis quatre ans

Après une année 2023 difficile, le marché des introductions en Bourse reprend de la vigueur sur les premiers mois de 2024. La cote européenne est appelée à se renouveler en 2024 alors que plusieurs entreprises ont manifesté leur intention de se lancer sur les marchés financiers cette année, jugeant la fenêtre de tir favorable.

Un parfum de reprise embaume le marché européen des introductions en Bourse. Contrairement à 2023, le terrain s'avère plus favorable pour ce type d'opération avec des indices au plus haut et des espoirs de prochaines baisses de taux d'intérêt cette année. Les entreprises du Vieux continent ont ainsi levé 3,2 milliards de dollars depuis janvier, soit plus du double que l'année dernière à la , selon des données du London Stock Exchange Group citées par le Financial Times. Le marché réalise ainsi son meilleur démarrage annuel depuis 2021, un exercice qui était entré dans les annales boursières avec plus de 300 entreprises qui ont tenté l'aventure d'une première cotation en Bourse sur le sol européen. Parmi les opérations qui ont animé le marché européen des introductions en Bourse en ce début d'année, on peut citer la mise en Bourse partielle de l'Aéroport international d'Athènes, par l'État hellénique début février. Et la demande a plus qu'été au rendez-vous pour la privatisation partielle de l'aéroport le plus important du pays, avec

une opération sursouscrite 12 fois. L'allemand Renk a aussi franchi avec succès les fourches caudines de la Bourse, fin février cette fois-ci. Le fabricant allemand de boîtes de vitesses pour chars d'assaut a réussi son retour sur les marchés financiers, le groupe ayant déjà été coté de 1923 à 2020 à Francfort. Le titre évolue sur les 27 euros, soit 80% au-dessus du prix d'introduction fixé à 15 euros. La ténacité de Renk a donc été payante alors que le groupe avait suspendu son projet cinq mois auparavant, en raison de conditions de marché difficiles. La reprise du marché européen des introductions en Bourse a montré "des signes encourageants au début de l'année avec une poignée de cotations réussies", a déclaré à Bloomberg, Andrew Briscoe, responsable Equity Capital Market de Bank of America pour la région EMEA (Europe Moyen-Orient et Afrique). Les premiers pas réussis de Renk devraient donner confiance aux autres dossiers appelés à réveiller la cote du Vieux continent. Parmi eux, Douglas, qui est sur les starting-blocks pour une

entrée en Bourse à Francfort d'ici la fin du mois. Le distributeur de parfums, détenu par le fonds d'investissement CVC, compte lever un peu plus d'1 milliard d'euros, et vise une valorisation de 6 milliards d'euros.

Un marché allemand dynamique

Pour être plus précis, il s'agit d'un retour en Bourse de la société Douglas. L'entreprise avait été retirée de la Bourse de Francfort en 2013, après avoir été rachetée par le fonds d'investissement Advent et la famille Kreke. Puis en 2015, le distributeur spécialisé est tombé dans l'escarcelle du fonds CVC Capital Partners qui s'apprête lui aussi à entrer en Bourse en 2024, à Amsterdam Douglas sera donc en piste pour être la deuxième introduction en Bourse de l'année à Francfort, après celle du groupe Renk. En plus de Douglas, au moins quatre introductions en Bourse majeures sont attendues à la Bourse de Francfort, ont aussi indiqué plusieurs sources à Reuters. Dont celle de Flix, la maison-mère de Flixbus, qui envisage de lancer une introduction en Bourse dès le mois de juin en Allemagne avec une valorisation cible d'environ 4 milliards d'euros, selon des personnes au fait du dossier citées par le Financial Times. "Il s'agirait alors de la première introduction en Bourse financée par un ca-

pital-risque en Europe cette année", poursuit le media financier. Le voisin suisse Galderma, est à un stade beaucoup plus avancé puisqu'il prévoit de faire ses premiers pas à la Bourse de Zurich le 22 mars prochain. Le spécialiste des soins dermatologiques, a déjà communiqué sa fourchette qui sera de 49 à 53 francs soit de 51 à 55,25 euros, et espère lever 2,3 milliards de francs suisses. A ce propos, Jos Dijsselhof, directeur général de la Bourse se réjouit de cette opération et a déclaré à Bloomberg que le nombre d'opérations à venir était "probablement l'un des meilleurs que nous ayons vus ces deux dernières années". La cote italienne aussi va se renouveler avec du sang neuf. Golden Goose vise en effet une entrée en Bourse, cette fois-ci à Milan, l'un des temples de la mode. La marque de chaussures italienne connue pour ses baskets à l'aspect usé et vieilli vendues en moyenne 400 à 500 euros, espère lever un peu plus de 1 milliard d'euros. "Nous sommes au début d'une reprise du cycle des introductions en Bourse", a déclaré au Financial Times, Suneel Hargunani, co-responsable des marchés de capitaux pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique chez Citigroup, "La confiance s'installera au fur et à mesure des opérations", poursuit le spécialiste de la banque américaine.

MALGRÉ DES DONNÉES AMÉRICAINES MITIGÉES

Le CAC 40 gagne 1,70% sur la semaine

La Bourse de Paris clôture à un nouveau sommet vendredi soir, en dépit de certaines déceptions sur les récents indicateurs d'inflation. Sur la semaine, le CAC 40 progresse de 1,70%. La Bourse de Paris clôture une semaine quasi-parfaite. Le CAC 40 termine sur le fil, en territoire positif (+0,04%) à un nouveau sommet en clôture à 8.164.35 points, après une incursion sur les 8.200 points, un seuil que l'indice parisien avait franchi pour la première fois jeudi. Le CAC 40 enchaîne donc quatre séances de hausses sur cinq, puisque celle de lundi s'était soldée sur un repli symbolique de 0,10%. Sur l'ensemble de la semaine, le grand baromètre de la place parisienne s'adjudge donc 1,70%. Quelques statistiques américaines sont venues rythmer l'après-midi, dont l'indice de confiance du consommateur de l'Université du Michigan. L'indice s'est contracté contre toute attente à 74,5 points au mois de mars en données préliminaires, là où une légère progression à 77,1 points était attendue par le consensus après 76,9 points en février. La pro-

duction industrielle américaine pour le mois de février s'est quant à elle légèrement appréciée de 0,1%, ce qui est conforme aux attentes. Le marché a donc opté pour la prudence, après ces données mitigées qui viennent clore une semaine dense en la matière. Déjà mardi, l'inflation américaine mesurée par l'indice des prix à la consommation avait réservé son lot de bonnes et de mauvaises surprises. Le chiffre était ressorti supérieur aux attentes mais les pressions inflationnistes se tassaient du côté des coûts du logement. Jeudi, l'indice des prix à la production, un indicateur avancé de l'inflation aux Etats-Unis, s'est avéré plus fort qu'attendu par les économistes. Si évidemment ces données sur l'inflation amènent les investisseurs à se torturer un peu les méninges quant à la prochaine baisse des taux de la Réserve fédérale (Fed) américaine, le marché en saura peut-être un peu plus la semaine prochaine. La Fed tiendra en effet sa réunion de politique monétaire mardi et mercredi. Du côté des valeurs, Euroapi a renouvelé son

abonnement aux gadins boursiers.

Euroapi dans la tourmente

L'ex-filiale de Sanofi a reculé de 17,5%, après avoir mis à l'arrêt un site de production en Italie et suspendu ses objectifs pour 2024. ID Logistics a cédé 4,3% alors que Stifel a abaissé son conseil à "conserver" sur la valeur, jugeant que toutes les bonnes nouvelles sont désormais intégrées dans le cours. Du côté des hausses, Exclusive Networks a encore progressé de 4,4% au lendemain d'une hausse de 8,9%, alors que Permira, son actionnaire majoritaire britannique depuis 2018, envisagerait un rachat du spécialiste français de la cybersécurité, a rapporté Reuters jeudi citant des sources proches du dossier. Sur les autres marchés, l'euro est stable face au dollar à 1,0888 dollar. Le pétrole fait une pause après son rebond la veille. Le contrat de mai sur le Brent de mer du Nord grignote 0,04% à 85,45 dollars le baril, tandis que celui d'avril sur le WTI coté à New York cède symboliquement 0,1% à 81,21 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Mars 2024 Valeur : 18 Mars 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3381	134.3531
1	EUR	EURO		146.8853	146.9554
1	GBP	POUND STERLING		171.9638	172.0931
100	JPY	JAPANESE YEN		90.8488	90.8774
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6765	18.6791
1	CHF	SWISS FRANC		152.6916	152.7781
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6795	99.7203
1	DKK	DANISH KRONE		19.7000	19.7039
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.1069	13.1111
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8139	12.8186
1	AED	UAE DIRHAM		36.5745	36.5806
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8187	35.8246
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.0140	437.6322
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1666	43.6004
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3924	13.3939
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8640	28.0072
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5371	3.5375
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.2674	179.2674

FISCALITÉ

Des économistes et ONG appellent à avancer sur une harmonisation de la fiscalité internationale

Un accord international a été adopté en ce sens en 2021, mais celui-ci tarde à être mis en place par l'ensemble des pays signataires et risque même être amputé d'une partie de ses ambitions initiale.

Un serpent de mer fiscal. Plusieurs économistes et ONG ont appelé vendredi à Paris à imposer à l'échelle des Nations unies un système harmonisé de taxation visant les entreprises et les ménages, afin de financer de grandes causes d'avenir telles que le climat. "Le système de taxation actuel permet aux multinationales et aux riches ménages un évitement massif à l'impôt", a regretté vendredi auprès de l'AFP Jayati Ghosh, professeure d'économie à l'université du Massachusetts, à l'issue d'une conférence à l'École d'économie de Paris (PSE). Autour d'elle, plusieurs intervenants se sont succédé pour appeler à une avancée de l'harmonisation fiscale internationale, pouvant passer par les Nations unies qui ont adopté en novembre une résolution et doivent désormais discuter d'une potentielle convention fiscale malgré de nombreux obstacles à l'horizon.

Accord international amputé

"Une convention fiscale des Nations unies ne concerne pas seulement la façon dont nous partageons le gâteau entre les pays, mais elle vise à empêcher que le gâteau ne soit volé à chacun d'entre nous", a affirmé vendredi Alex Cobham, à la tête de l'ONG Tax Justice Network, qui milite pour une taxation plus équitable, également présent à l'événement parisien. Outre l'initiative actuelle à l'ONU, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) travaille à une harmonisation de la fiscalité des multinationales à travers la planète, ainsi qu'à une répartition plus juste des impôts payés par les géants de la tech. L'organisation internationale a adopté un accord international en ce sens en 2021, mais celui-ci tarde à être mis en place par l'ensemble des pays signataires et risque même être amputé d'une partie de ses ambitions initiales.

Bénéfique à l'ensemble des Etats

Selon l'économiste français Thomas Piketty, cité dans un communiqué du Tax Justice Network vendredi, le fruit d'une réforme mondiale du système de taxation pourrait bénéficier "à l'ensemble des États en fonction de leurs besoins sociaux et leur exposition au changement climatique", et inclure une taxe minimum sur les multimillionnaires et les multinationales. Cette ambition "nécessite un forum international où l'ensemble des régions du monde sont représentées", a ajouté Thomas Piketty. A l'heure où les dettes publiques connaissent des niveaux historiques et que l'inflation demeure élevée sur la planète, "la dynamique est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a été depuis longtemps" pour imposer une harmonisation fiscale, a par ailleurs affirmé Jayati Ghosh.

ETATS UNIS

Le gendre de Donald Trump dévoile un plan d'investissement en Serbie et en Albanie

Jared Kushner compte bâtir un hôtel de luxe, 1.500 unités résidentielles et un musée en Serbie et transformer une île albanaise en destination touristique de luxe selon le New-York Times. Jared Kushner, gendre et ancien conseiller à la Maison Blanche de l'ex-président américain Donald Trump, a confirmé samedi un plan d'investissement dans l'immobilier de luxe en Serbie et en Albanie, après la révélation par un député serbe de détails du projet à Belgrade et un article du New York Times.

"J'ai le plaisir de partager quelques images de conception pour le développement de projets que nous avons créés pour la côte albanaise et le centre-ville de Belgrade", a écrit Jared Kushner sur X. Quatre images diffusées montrent l'architecture de futurs complexes immobiliers dans la capitale serbe et au bord de la mer en Albanie. Un député écologiste serbe, Aleksandar Jovanovic, a affirmé mercredi que le gouvernement serbe avait désigné le ministre de Construction, Goran Vesic, pour signer un "mémorandum d'entente" avec deux sociétés liées, selon lui, à la famille du gendre de Donald Trump. Le ministre a de son côté expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un secret, mais que le mémorandum n'avait pas encore été signé. Le sujet est sensible en Serbie parce qu'il s'agit de céder à l'investisseur le bâtiment de l'état-major de l'armée yougoslave, bombardé plusieurs fois en 1999 lors de la campagne aérienne de l'Otan, emmenée par les Etats-Unis et lancée pour mettre fin à la guerre au Kosovo.

Selon Aleksandar Jovanovic, qui a évoqué le projet une dizaine de jours avant le 25e anniversaire du début des frappes de l'Otan, le gouvernement devrait céder le bâtiment et le terrain pour une période de 99 ans et sans frais. Le siège de l'état-major n'a jamais été reconstruit. Eventré par les bombardements, le bâtiment construit en 1965 a été déclaré en 2005 par le gouvernement serbe "bien culturel" protégé. Selon le New York Times, le plan est d'y bâtir un hôtel de luxe, 1.500 unités résidentielles et un musée.

Le nouveau gouvernement, une fois formé. Le marché du travail reste également bien orienté, avec un taux de chômage toujours très bas (3,6%) et une croissance des salaires qui devrait rester élevée. La confiance des consommateurs, fortement ébranlée par la pandémie en 2020, est actuellement en train de s'améliorer quelque peu, aidée en cela par le ralentissement notoire de la hausse des prix et les perspectives de baisse des taux. La demande extérieure est une composante très importante de la croissance aux Pays-Bas car l'économie est extrêmement ouverte sur le reste du monde. La somme des exportations et des importations y représente environ le double du PIB. La dégradation du climat économique international a fait d'importants dégâts sur les exportations et les importations, qui ont reculé de pratiquement 4% en volume sur 2023, alors qu'elles avaient cru de manière remarquable en 2021 et 2022, avec des hausses proches de 15%. Le pays a néanmoins été capable de continuer à engranger un excédent important de sa balance commerciale, affichant un surplus proche de EUR 11 mds en 2023, contre EUR 6 mds au cours des années précédentes. Le surplus de la balance courante s'est également amélioré, passant de 5% du PIB en 2020 à 10% en 2023.

PAYS-BAS

2024 en demi-teinte mais meilleure que 2023 ?

Le pays est entré en récession dans le courant de l'année 2023, comme son voisin allemand, mais 2024 devrait être meilleure car le futur gouvernement disposera de moyens financiers pour relancer la dynamique économique. Il faudra un peu de patience toutefois pour que les choses se mettent en place. La conjoncture hollandaise reste fortement exposée au contexte international, très tendu en ce début d'année. La formation d'un nouveau gouvernement est en cours et s'effectue dans un contexte économique dégradé. Le pays affiche déjà trois trimestres de croissance négative et tout porte à croire que l'avenir restera sombre à court terme.

Les Pays-Bas sont en récession, comme l'Allemagne, et le fait qu'il s'agisse d'une économie très exposée au contexte international laisse présager une année 2024 en demi-teinte sur le plan de la croissance. Les principaux marchés à l'exportation devraient ralentir cette année, qu'il s'agisse des voisins européens, des Etats-Unis ou encore de la Chine. Le PIB hollandais a commencé à reculer dès le premier trimestre de 2023, propulsant le pays en récession dès l'automne. Sur l'ensemble de l'année, la croissance sera donc très faible, mais nous tablons sur une légère amélioration en 2024, grâce aux mesures de soutien au pouvoir d'achat qui devrait prendre

Le nouveau gouvernement, une fois formé. Le marché du travail reste également bien orienté, avec un taux de chômage toujours très bas (3,6%) et une croissance des salaires qui devrait rester élevée. La confiance des consommateurs, fortement ébranlée par la pandémie en 2020, est actuellement en train de s'améliorer quelque peu, aidée en cela par le ralentissement notoire de la hausse des prix et les perspectives de baisse des taux. La demande extérieure est une composante très importante de la croissance aux Pays-Bas car l'économie est extrêmement ouverte sur le reste du monde. La somme des exportations et des importations y représente environ le double du PIB. La dégradation du climat économique international a fait d'importants dégâts sur les exportations et les importations, qui ont reculé de pratiquement 4% en volume sur 2023, alors qu'elles avaient cru de manière remarquable en 2021 et 2022, avec des hausses proches de 15%. Le pays a néanmoins été capable de continuer à engranger un excédent important de sa balance commerciale, affichant un surplus proche de EUR 11 mds en 2023, contre EUR 6 mds au cours des années précédentes. Le surplus de la balance courante s'est également amélioré, passant de 5% du PIB en 2020 à 10% en 2023.

Le nouveau gouvernement, une fois formé. Le marché du travail reste également bien orienté, avec un taux de chômage toujours très bas (3,6%) et une croissance des salaires qui devrait rester élevée. La confiance des consommateurs, fortement ébranlée par la pandémie en 2020, est actuellement en train de s'améliorer quelque peu, aidée en cela par le ralentissement notoire de la hausse des prix et les perspectives de baisse des taux. La demande extérieure est une composante très importante de la croissance aux Pays-Bas car l'économie est extrêmement ouverte sur le reste du monde. La somme des exportations et des importations y représente environ le double du PIB. La dégradation du climat économique international a fait d'importants dégâts sur les exportations et les importations, qui ont reculé de pratiquement 4% en volume sur 2023, alors qu'elles avaient cru de manière remarquable en 2021 et 2022, avec des hausses proches de 15%. Le pays a néanmoins été capable de continuer à engranger un excédent important de sa balance commerciale, affichant un surplus proche de EUR 11 mds en 2023, contre EUR 6 mds au cours des années précédentes. Le surplus de la balance courante s'est également amélioré, passant de 5% du PIB en 2020 à 10% en 2023.

FRANCE

Le président du Medef redoute un «décrochage» des entreprises

Patrick Martin se dit «inquiet pour l'investissement de nos entreprises» face à la «tentation de Bercy de remettre en question les dispositifs de soutien». Le président du Medef Patrick Martin s'est dit «inquiet pour l'investissement de nos entreprises», face à la «tentation de Bercy de remettre en question les dispositifs de soutien», et évoque sur un «risque de décrochage» face à la concurrence internationale, dans une interview à La Tribune Dimanche. «Dans le budget de l'État et le budget de la Sécurité sociale, la tentation de Bercy de remettre en question les dispositifs de soutien aux entreprises est déjà là, alors même que notre économie ralentit», a estimé Patrick Martin. «Je suis très inquiet pour l'investissement de nos entreprises, alors qu'au contraire il faut qu'elles puissent investir massivement», notamment dans l'intelligence artificielle ou la transition écologique, a-t-il plaidé. Le représentant du patronat a notamment ciblé «les États-Unis, qui investissent des milliards de dollars dans l'économie et attirent les entreprises européennes». Les économies à réaliser sur les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale devront atteindre «au moins 20 milliards d'euros» en 2025, avait annoncé début mars le gouvernement, «compte tenu des résultats 2023» des finances publiques et de la révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2024. Le patron du Medef estime que, «dans cette recherche d'économies, les entreprises ne doivent pas être prises pour cible». «Le gouvernement, fidèle à sa rhétorique fiscale, nous répète qu'il n'y aura pas de hausses d'impôts», a-t-il encore déclaré. «Mais cela ne veut pas dire qu'il n'entend pas minorer les allègements d'impôts, comme il l'a déjà fait sur les charges sociales, ou reporter indéfiniment des baisses promises comme avec la CVAE. Ce qui revient au même!»

SKODA EPIQ
Un SUV
électrique à
25.000 euros



En 2025, le Skoda Epiq viendra compléter la gamme électrique de la filiale tchèque de Volkswagen. Il s'agit d'un SUV compact dont le prix avoisine les 25.000 euros. Officiellement, il s'agit encore d'un concept car, mais la version finale du Skoda Epiq restera étroitement fidèle à cette étude de style. La version de production, attendue dans le courant de l'année 2025, sortira de la chaîne de production en Espagne (Pampelune) et prendra la forme d'un SUV de 4,1 m de long mû par une motorisation 100 % électrique. Il s'agira donc du pendant tchèque des Cupra Raval et Volkswagen ID.2 All. Sur-tout il pourrait constituer l'atout numéro 1 du groupe Volkswagen face aux Volvo EX30 et Mini Aceman, en l'absence d'Audi Q2 électrique.

Modern Solid

En ce qui concerne les détails techniques, Skoda reste peu disert. Tout juste la filiale tchèque de Volkswagen concède-t-elle que l'autonomie électrique de l'Epiq tournera autour de 400 kilomètres. Et que le volume du coffre sera de 490 l. En outre, l'accent est mis sur le nouveau langage stylistique du constructeur tchèque, baptisé Modern Solid et appliqué à la carrosserie et à l'habitacle du nouveau Skoda Epiq. On retrouve donc une "calandre" pleine symbolisée par un panneau noir surmonté du capot avec un petit "bec" marqué au centre qui accueille le logo rétroéclairé, les optiques se caractérisent par des feux d'ejour en forme de T. Les flancs assez lisses affichent une ondulation de la ceinture de caisse pour marquer les ailes élargies, avec un rendu similaire à ce que l'n retrouve sur une Opel Astra par exemple. Nettement plus originale, la poupe se distingue par un hayon dont la partie supérieure de fond avec les arches de toit noires et les feux led ici aussi en forme de T très marquée. On retrouve également les huit fentes verticales dans le bas du bouclier qui font écho à celle de la proue. Dans l'habitacle, le style s'annonce très aéré et axé sur un petit écran reprenant les informations de conduite engoncé dans la planche de bord et une grande dalle centrale soulignée d'une rangée de boutons physiques, conformément aux dernières créations du groupe Volkswagen. On notera la présence de davantage de couleur (liseré led sur toute la largeur de la planche de bord qui s'eprolonge dans les portières, encadrement de la station de recharge par induction, les ceintures ou différents petits inserts. Cela dépendra probablement de la finition choisie, mais ces touches d'originalité visuelle restent bienvenues.

TESLA MODEL 3 GRANDE AUTONOMIE (2024)

La meilleure
dans son domaine

Ecartée du bonus, la nouvelle Tesla Model 3 Propulsion a perdu en compétitivité. Un coup dur qui fait les affaires de la version Grande Autonomie dont l'écart tarifaire et les performances sont désormais à étudier de près.

Restylée fin 2023, la berline américaine a su optimiser ses performances, corriger ses défauts tout en gardant un prix attractif. Malheureusement, entre-temps, Bercy a mis en place le système de score environnemental qui exclue bon nombre de véhicules électriques provenant de Chine, dont la Tesla Model 3 commercialisée en France. Si le tarif reste malgré tout attractif, le ticket d'entrée passe ainsi de 38 990 € à 42 990 €. Un surcoût qui ressert l'écart avec la version Grande Autonomie (50 990 €), ajoutant un moteur supplémentaire pour une puissance quasiment doublée (460 ch), une batterie de plus grosse capacité (78,8 kWh utiles) proposant un rayon d'action de 629 km (+116 km). L'écart de prix passe ainsi à 8 000 €. Notez que Tesla pratique jusque mi-mars une offre commerciale à hauteur du montant du bonus (4 000 €). Les retouches apportées au design de la Model 3 ont un impact sur le style, c'est un fait, mais surtout sur l'aérodynamisme. Un facteur important dans le domaine de l'électrique. Son coefficient atteint (Cx à 0,219) une valeur excellente. Autre facteur important, les pneumatiques. Ainsi chaussée de pneus 18", la Tesla Model 3 Long Range peut parcourir près de 700 km en une charge (678 km précisément) contre 629 km avec les jantes de 19". À bord où bon nombre de propriétaires passeront du temps, notamment durant les recharges, Tesla a corrigé plusieurs défauts de jeunesse. Ainsi les tissus, les sièges et les plastiques grimpent d'une marche en matière de présentation. Le tout est mis en lumière par un éclairage d'ambiance LED. Que dire de cette planche de bord encore plus désertique qu'auparavant composée d'un volant et d'un écran. Toutes les fonctionnalités sont regroupées sur les boutons du volant (clignotants) ou via l'écran (essuie-glaces, soufflerie, vitesse, autonomie, etc.). Ce principe, toujours déstabilisant pour les novices réclame un temps d'adaptation, parfois assez long, mais une fois bien assimilé, le concept est intuitif, rapide et d'une efficacité redoutable. Cette performance est rendue possible grâce au système multimédia puissant et ultra-rapide. Malgré une présentation qui gagnerait à être plus claire, il offre de multiples fonctionnalités et toutes les connectivités possibles et inimaginables. Certaines sont utiles comme le planificateur d'itinéraire, la navigation ou la régénération. D'autres peuvent paraître superflus comme les plateformes de streaming ou les jeux. En réalité, les propriétaires les utilisent régulièrement pour se divertir pendant la recharge. Dotée de nombreuses assistances et aides à la conduite, la Model 3 peut faire évoluer ces dernières en activant des options (payantes) à distances. Les rangements aussi ont fait l'objet d'amélioration à l'image de la



vaste boîte à gants centrale et d'un double chargeur de smartphone par induction. Tesla profite de ce restylage pour renforcer le niveau de confort de l'ensemble des passagers. Ainsi aux places arrière, où les sièges ont été redessinés, il y a de la place aux jambes. En revanche, la garde au toit s'avère un poil juste pour les grands gabarits. Mais tous seront contents de voir apparaître de série un écran central arrière de 8" qui leur permettra de se divertir aussi bien en roulant que pendant la recharge. Idéal pour calmer l'impatience des enfants par exemple. Malgré un dessin étroit et une faible hauteur de chargement, le coffre gagne une trentaine de litres (594 litres) et se place toujours comme l'un des meilleurs du marché. Il est complété par un frunk de 88 litres, sous le capot, pouvant servir de rangement pour câbles de recharge. Tout est bien pensé et les volumes sont optimisés. La Model 3 Grande Autonomie est équipée de deux moteurs électriques, un sur chaque essieu, fournissant une puissance d'environ 460 ch. Sa batterie diffère de la version « Propulsion » par sa capacité d'abord 78,8 kWh (utiles) contre 57 kWh mais surtout par sa chimie. Cette dernière est une NMC (Nickel/Manganèse/Cobalt) alors que la Model 3 de base fait appel à une LFP (Lithium/Fer/Phosphate) de 57 kWh. Moins sensibles aux températures et plus rapides à recharger, ces batteries NMC (fournies par CATL) offrent aussi une densité énergétique supérieure et un cycle de vie plus important. Plus coûteuses, elles sont particulièrement adaptées aux voitures performantes... Et des performances, la Model 3 Grande Autonomie en a à revendre avec plus de 460 ch envoyés aux 4 roues. Le 0 à 100 km/h est expédié en 4 s et la V-max atteint 201 km/h. Cette sage berline d'apparence délivrant en temps normal une conduite souple, silencieuse et confortable est capable de se transformer en machine de course, d'une simple pression sur

la pédale de droite. Les accélérations et les reprises sont si violentes qu'elles vous colleront la nuque à l'appui-tête. Cette débauche de puissance est particulièrement bien gérée par l'électronique qui optimise la motricité. Tout passe au sol, d'autant plus avec les pneumatiques Michelin livrés de série. En somme, vous n'aurez aucune difficulté à vous insérer sur l'autoroute, à dépasser ou à improviser en cas d'urgence. L'amortissement revu à l'occasion du restylage n'a pas vraiment d'impact sur la tenue de route qui reste rassurante et dynamique. Le comportement routier est moins engageant que celui d'une BMW i4 mais on note des progrès en matière de confort. Malgré quelques percussions à basse vitesse, notamment sur les revêtements dégradés, l'amortissement est un peu plus indulgent. La filtration des suspensions est meilleure qu'auparavant à haute vitesse tout comme l'insonorisation. Les passagers sont mieux isolés des bruits de roulement et d'air, ce qui renforce les qualités de voyageuse de cette Model 3. Sur l'autoroute, l'Américaine file comme un TGV posé sur des rails. Dans cet environnement, la consommation d'une voiture électrique ne fait généralement pas de miracles, d'autant que les conditions météorologiques n'étaient pas favorables (vent soutenu et température extérieure de 8°C). Pourtant nous avons observé une moyenne de 19 kWh/100 km, ce qui porte à environ 414 km l'autonomie, en roulant à 130 km/h jusqu'à épuisement de la batterie. Un score dans la très bonne moyenne du marché vu les conditions. Sur route à 80 km/h, la Model 3 Grande Autonomie rayonne, consommant un « petit » 14 kW/100 km alors qu'en ville cette dernière tombe à 11,5 kWh/100 km. Au terme de notre parcours mixte, nous avons relevé une moyenne de 14,8 kWh/100 km, un très bon score qui porte l'autonomie réelle à plus de 532 km en consommant 100% de la batterie.

Hyundai et Kia rappellent un nombre record de VE

Suite à un défaut des unités de contrôle de charge intégré (ICCU), Hyundai et Kia vont devoir rappeler près de 500.000 voitures électriques dans le monde. Si votre Hyundai ou votre Kia électrique ne démarre pas, la solution a (peut-être) été trouvée. En effet le groupe Hyundai Motor a décelé un défaut persistant dans l'unité de contrôle de charge intégré. L'ICCU, en abrégé, est l'unité responsable du contrôle des batteries et de

la gestion de la puissance du véhicule. S'il y a un problème, la voiture peut ne pas démarrer ou ne pas avoir la possibilité d'être rechargée complètement. Cela concerne notamment la Hyundai IONIQ 5. Les constructeurs coréens étaient au courant du problème et avaient tenté de le régler par une mise à jour importante de l'ICCU il y a plus de 6 mois. Mais les plaintes ont continué d'affluer auprès des concessionnaires. La décision a finale-



ment été prise de rappeler les véhicules exploitant ce système. Le changement de l'ICCU ne sera pas systématique, réalisé uniquement pour ceux qui présentent un code de défaut une fois branché sur ordinateur. À l'heure actuelle, on estime que cela va affecter près de 500.000 voitures dans le monde, dont 170.000 rien qu'en Corée. Si vous êtes concernés, vous pouvez contacter votre concessionnaire pour avoir plus d'informations.

SELON IDC

L'IA stimule les achats de switchs Ethernet

D'après les données d'IDC, le marché des commutateurs Ethernet est particulièrement dynamique, grâce notamment au nombre croissant de charges de travail alimentées par l'IA, tandis que sur le front du LAN sans fil, l'adoption du WiFi 6E s'accélère.

L'IA générative et la connectivité illimitée incitent les acheteurs d'IT des entreprises à investir dans des technologies réseau clés. Telles sont les conclusions d'une étude sur les marchés des commutateurs Ethernet et des points d'accès WiFi publiée récemment par IDC. « En 2023, le marché de la commutation Ethernet a été dominé par l'impact de l'IA, le marché global augmentant de 20,1% l'année passée pour atteindre 44,2 milliards de dollars », a déclaré Brandon Butler, directeur de recherche (réseaux d'entreprise) chez IDC. La distinction faite par le cabinet d'études entre le marché des commutateurs Ethernet qui concernent les centres de données et ceux qui ne concernent pas les centres de données, montre que les tendances d'achat varient entre ces deux segments. « En 2023, les revenus du segment centres de données du marché ont augmenté de 13,6 % d'une année sur l'autre, car les entreprises et les fournisseurs de services proposent des vitesses de commutation Ethernet toujours plus rapides pour supporter les charges de travail d'IA qui arrivent rapidement à maturité », a expliqué M. Butler. « C'est le cas par exemple des revenus des commutateurs 200/400 GbE, qui ont augmenté de 68,9 % sur l'ensemble de l'année 2023 ». Toujours dans ce segment datacenters données du marché, les ventes de commutateurs 100GbE ont augmenté de 6,4% sur l'ensemble de l'année, mais elles ont diminué de 3% au dernier trimestre. Les ventes directes des fabricants ont augmenté de 16,2% en 2023 et « elles représentent toujours une part importante du segment (14,3%) centres de données pour l'ensemble de l'année », a aussi indiqué IDC. Le segment hors centres de données du marché des commutateurs Ethernet, qui comprend les commutateurs à faible vitesse généralement déployés dans les campus et les succursales des entreprises, a augmenté de 25,2 % en 2023, mais il a baissé de 1,9 % au quatrième trimestre. « Le segment non-datacenter du marché des commutateurs Ethernet a augmenté de 25,2 %, du fait d'une meilleure disponibilité des composants, si bien que les fournisseurs ont pu comptabiliser les revenus provenant de l'exécution des commandes de produits en attente, avec pour effet des taux de croissance élevés », a précisé M. Butler. Selon IDC, les commandes de produits ont ralenti au quatrième trimestre, les clients se concentrant sur la mise en œuvre des produits. « Dans la partie non-datacenter, les



fournisseurs de commutateurs Ethernet intègrent des capacités d'IA dans les plateformes de gestion logicielle afin d'améliorer les opérations. La connectivité en général, et la commutation Ethernet en particulier, jouent un rôle de plus en plus critique pour soutenir l'utilisation généralisée de l'IA », a déclaré Vijay Bhagavath, vice-président de la recherche, réseaux cloud et centres de données, d'IDC, dans un communiqué.

L'adoption du WiFi 6E, en hausse

Sur le front du sans-fil, IDC signale également un changement dans les tendances d'achat en 2023, car les produits sont devenus disponibles et les commandes en attente ont été honorées, d'où cette baisse au quatrième trimestre. « En 2023, le marché WLAN d'entreprise a augmenté de 7,6% pour atteindre 10,8 milliards de dollars, mais ces résultats sont à pondérer sur deux périodes : au premier semestre 2023, les revenus WLAN d'entreprise ont augmenté de 43,3% par rapport au premier semestre 2022, sous l'impulsion des fournisseurs qui ont expédié des produits en retard », a encore expliqué M. Butler. « Au second semestre, les revenus du marché ont baissé de 16,6 % par rapport à la même période de l'année précédente, du fait du ralentissement des commandes de nouveaux produits ». Les deux technologies WiFi 6E et WiFi 7 sont prometteuses pour les entreprises : Le WiFi 6E peut offrir des vitesses de transmission de données élevées, une plus grande capacité et une faible latence ; et le WiFi 7

devrait prendre en charge de nouveaux cas d'usage, notamment des applications à haute capacité comme la réalité augmentée ou virtuelle, ainsi que la diffusion vidéo en streaming. « Le WiFi reste une technologie essentielle pour les entreprises du monde entier, et l'utilisation de la bande des 6 GHz par les normes WiFi 6E et WiFi 7 permettra de mieux prendre en charge certains cas d'usage », a avancé M. Butler. « Au quatrième trimestre 2023, les ventes de points d'accès WiFi 6E ont augmenté et représentent désormais un peu moins d'un quart (23 %) des ventes de points d'accès en rapport avec l'activité de l'entreprise, preuve de l'adoption rapide et continue de la technologie WiFi 6E ».

M. Butler estime par ailleurs que l'émergence du WiFi 7 ne va pas entraver l'adoption du WiFi 6E, précisant que le WiFi 6E continue de croître dans tous les segments du marché. « Certains fournisseurs ont commencé à déployer une infrastructure WiFi 7, mais l'adoption du WiFi 7 par le marché devrait s'accélérer à la fin de l'année 2024 ou au début de l'année 2025, à mesure que la prise en charge des appareils clients se généralise », a-t-il ajouté. « À propos de l'impact du WiFi 7 sur l'adoption du WiFi 6E, nous pensons que ce problème n'est pas important. Le WiFi 6E continue d'augmenter sa part de revenus et de livraisons d'unités dans les segments des entreprises et du grand public, et la plupart des entreprises poursuivent leur cycle de mise à niveau vers les nouvelles infrastructures WLAN à un rythme normal ».

GOOGLE MESSAGES L'appareil photo évolue, pour le meilleur et pour le pire

Nouvelle journée, nouvelle mise à jour pour Google Messages. Cette fois, la firme de Mountain View s'attaque à une fonctionnalité très pratique de l'application. Les smartphones sont devenus les appareils très communs pour prendre des photos, et ce, pour une bonne raison : ils sont toujours à portée de main. Il est donc naturel de partager nos aventures du quotidien avec nos proches en leur envoyant des clichés saisis sur le vif. Et, il n'y a pas de meilleur moyen que de le faire directement via les interfaces disponibles sur les applications de messagerie. Ainsi, alors que Google Messages est en pleine mutation depuis quelques mois, nous ne sommes pas surpris de voir sa caméra subir quelques changements. Cependant, les choses n'ont pas pris la tournure que l'on aurait envisagée.

Le minimalisme au goût du jour

Tous les services de messagerie ne sont pas égaux. En matière de photographie, Messenger mise par exemple sur la simplicité, préférant l'accessibilité à la précision des réglages des capteurs. Google Messages, quant à lui, est à l'opposé du spectre, puisqu'il permet de configurer l'exposition ou la balance des blancs sur certains appareils tels que les Pixels. Mais ça, c'était avant. En effet, les utilisateurs inscrits au programme bêta de Google Messages ont eu la désagréable surprise de constater que certaines de ces fonctionnalités ont disparues. Ainsi, il n'y a plus autant de réglages disponibles avec la dernière mise à jour, l'appareil photo de la messagerie subit une cure d'amincissement et perd même sa minuterie dans la foulée. Mais, attendez un peu, tout n'est pas perdu pour autant. Les modes photo et vidéo sont désormais bien distincts, alors qu'auparavant, il fallait maintenir enfoncé le bouton de l'obturateur pour accéder à ce dernier une fois que l'on était sur l'appareil photo. Cette interaction existe toujours, mais il est agréable de pouvoir filmer sans avoir à garder le doigt sur l'écran. Quant au flash, il ne change pas d'emplacement, il faudra cependant cliquer plusieurs fois pour faire défiler les différentes options. Enfin, le choix de la distance focale (ou de la valeur du zoom) est toujours disponible, et peut être modifié avec plus de précision en pinçant l'écran.

Un changement qui en annonce d'autres

Cette mise à jour est plutôt surprenante, car Google n'a cessé d'ajouter des fonctionnalités à Messages au cours des derniers mois. Nouvelles interactions possibles, conversations toujours plus chiffrées, partage de médias plus poussé... La liste des nouveautés commence à s'allonger, et nous nous habituons à être gâtés par le géant américain. En fait, derrière cette cure d'amincissement se cache un autre changement, plus profond, puisque ce nouvel appareil photo est ici développé à l'aide de Jetpack Compose, l'outil de Google dédié à la création d'interfaces sur Android. Cela signifie que l'application de messagerie de l'entreprise n'utilise plus vraiment l'application caméra du système. Cela pourrait suggérer que des fonctionnalités plus proches de ce que l'on trouve ailleurs, comme des filtres ou des effets AR, fassent leur apparition au bout d'un certain temps.

Une panne informatique frappe McDonald's dans plusieurs pays

La chaîne de fast food a confirmé un problème informatique l'obligeant à fermer aussi bien des restaurants physiques que des services en ligne. Plusieurs pays sont touchés dont la Grande-Bretagne, l'Australie, le Japon et même la France. Le géant de la restauration rapide McDonald's a été touché par une panne informatique avec des conséquences au niveau mondial. Les systèmes informatiques

des restaurants physiques aussi bien que certains services de commande en ligne sont concernés dans plusieurs pays : Australie, Japon, Hong-Kong, Grande-Bretagne et même la France. « Nous sommes au courant d'un problème technique qui a touché nos restaurants », a indiqué un porte-parole du groupe à CNN vendredi. L'enseigne indique que l'incident a été résolu. « Nous remercions les clients

pour leur patience et nous excusons pour tous les désagréments qui ont pu être causés », poursuit le groupe. D'après un témoignage d'un employé de restaurant de la chaîne en Angleterre, la panne s'est déroulée entre 7h et 8h et les équipiers ont dû prendre en charge manuellement les commandes et prévenir les équipes en cuisine de ce qu'elles devaient faire. Un service en ligne de livraison à

Taiwan indiquait sur son site également que « le système est en cours de maintenance et les services de prises de commandes en ligne et par téléphone sont temporairement suspendus ». McDonald's n'a communiqué ni sur l'origine de cette panne ni sur son envergure. La société a néanmoins écarté rapidement un incident de cybersécurité.

ENQUÊTE « AFRIQUE 2050»

Les investisseurs préférés de l’Afrique viennent d’Europe

L’Europe reste le partenaire particulier du continent. C’est du moins ce que révèle l’enquête « Afrique 2050» de l’Institut Choiseul, qui a sondé quelque 300 dirigeants parmi 34 pays africains. À l’aube de 2050, où elle est destinée à devenir le géant démographique du monde, l’Afrique se dessine comme un pivot stratégique dans le paysage mondial des investissements. Une récente enquête intitulée «Afrique 2050», menée par l’Institut Choiseul, a sondé près de 300 dirigeants africains et révèle des perspectives nuancées sur les partenariats économiques d’un continent qui favorise les investissements directs étrangers (IDE) internationaux (62%).

Les Enjeux

Quotidien national de l’économie

Eco

Lundi 18 mars 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ONU/LUTTE CONTRE LA DROGUE

L’Algérie souligne l’importance de la coopération régionale et internationale

L’Algérie a souligné lors de la 67e session de la Commission des stupéfiants de l’ONU (CND), qui se tient à Vienne (Autriche), « l’importance de la coopération régionale et internationale pour lutter contre ce fléau », appelant à tenir dûment compte des trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues lors de l’élaboration des politiques internationales dans ce domaine. Lors du débat public, le Délégué permanent de l’Algérie auprès des Nations unies et des organisations internationales à Vienne, l’ambassadeur Larbi Latroche, a souligné « l’importance de la coopération régionale et internationale pour lutter contre le fléau des drogues », rappelant l’adhésion de l’Algérie à la Coalition mondiale pour la lutte contre les drogues de synthèse. Il a insisté, dans ce sens, sur « la conjugaison des efforts pour faire face à cette nouvelle menace », préconisant d’œuvrer parallèlement, de manière collective et efficace, à « endiguer les menaces constantes découlant des drogues conventionnelles, le cannabis en tête ». Il a également appelé à « tenir dûment compte des trois principales conventions internationales relatives au contrôle des drogues lors de l’élaboration des politiques internationales dans ce domaine ». A cette occasion, M. Latroche a présenté l’approche participative et intersectorielle prônée par l’Algérie en matière de lutte contre les drogues, laquelle associe la société civile, citant « l’adoption, en 2023, de dispositions législatives et réglementaires en faveur du renforcement des mesures préventives et thérapeutiques ». Dans le cadre de sa contribution à l’initiative lancée lors de la présente session de la CND pour honorer, dans les meilleurs délais, les engagements internationaux visant à endiguer le problème des drogues à l’échelle mondiale, l’Algérie s’est engagée à créer quatre (4) centres régionaux de désintoxication modernes au niveau national », a rappelé M. Latroche. La 67e session de la Commission des stupéfiants de l’ONU se tient du 14 au 22 mars à Vienne.

4425 KG DE SUCRE SAISIS

Un réseau de contrebande neutralisé à In-Guezzam

Dans deux opérations distinctes, les brigades mobiles des douanes, en coordination avec des détachements de l’ANP, sont parvenus à déjouer une action de contrebande, dans la région d’in-Guezzam. Ils ont saisi 4425 kg de sucre, emballés dans 177 sacs de 25 kg chacun. La marchandise était en cours de chargement, selon un communiqué des services des douanes algériennes. Trois véhicules tout-terrains, utilisés dans la contrebande ont été également saisis. Six membres du réseau criminel, dont un de nationalité étrangère, ont été arrêtés. « Ces deux opérations s’inscrivent dans cadre des efforts continus et soutenus des institutions de l’État, en particulier dans la lutte contre le trafic de produits subventionnés et à large consommation » précise la même source.

CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL ET D’INSPECTION AU COMMANDEMENT DES FORCES AÉRIENNES

«Faire preuve de plus de détermination, de persévérance et de conscience quant aux défis imposés»

Le Général d’Armée Saïd Chanegriha, Chef d’Etat-major de l’Armée nationale populaire (ANP), a effectué, ce dimanche, une visite de travail et d’inspection au siège du Commandement des Forces aériennes, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. « Dans la dynamique de ses visites aux différentes composantes de l’ANP pendant le mois sacré de Ramadan, Monsieur le Général d’Armée Saïd Chanegriha, Chef d’Etat-major de l’ANP, a effectué ce dimanche 17 mars 2024, une visite de travail et d’inspection au siège du Commandement des Forces aériennes », précise la même source. Cette visite « s’inscrit dans le cadre du suivi particulier réservé par le Haut Commandement de l’ANP à la mise en œuvre du programme de préparation au combat pour l’année 2023/2024, ainsi qu’à la consolidation de l’approche de communication directe avec le personnel et l’écoute de ses préoccupations », ajoute le communiqué. Après la cérémonie d’accueil, au niveau du siège de Commandement, donnée par le Général-major Mahmoud Laraba, Commandant des Forces aériennes, le Général d’Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du martyr et héros « Amirouche Aït Hamouda », Commandant de la Wilaya III historique, dont le siège du Commandement des Forces aériennes porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle des valeureux martyrs.

Par la suite, le Général d’Armée a rencontré les cadres et le personnel du Commandement des Forces aériennes. A cette occasion, il a prononcé une allocution d’orientation qui a été suivie par les personnels de toutes les unités de ce Commandement par visioconférence. Dans son allocution, le Général d’Armée a souligné que « le maintien du moral de la troupe à des niveaux élevés est une priorité absolue et que la foi en la cause est une condition essentielle pour l’accomplissement des missions assignées ». « Pour nous, au sein de l’ANP, le maintien du moral de la troupe à des niveaux élevés est une priorité absolue, car nous sommes convaincus que le développement, la puissance et les victoires des armées, sont dus essentiellement à l’aspect moral », a-t-il ajouté. « S’acquitter pleinement de la responsabilité ne peut être tributaire des seules compétences scientifiques et cognitives du militaire ou encore des moyens matériels mis à sa disposition, le facteur le plus important est la foi de ce dernier en sa cause, qu’elles que soient les circonstances. En ce sens, il est tenu de ne ménager aucun effort pour servir son unité, son armée et sa patrie, et de respecter ses engagements, quels que soient les sacrifices à consentir », a-t-il relevé. Le Général d’Armée a également affirmé que « pour gagner le pari de la puissance et de l’efficacité, il est nécessaire de réussir la conduite des hommes ». « Pour relever le défi de la puissance et de l’efficacité, il est primordial de réussir la conduite des hommes. Celle-ci implique la

gestion, la mise à disposition des moyens et la fédération des efforts au service de l’accomplissement des missions confiées. C’est une responsabilité aussi noble qu’importante. Une responsabilité qui requiert essentiellement du responsable de se hisser au niveau de ses obligations, et de réserver à ses subordonnés l’intérêt nécessaire, particulièrement en termes de formation et d’instruction », a-t-il dit. « La conscience de la sensibilité des missions et de leur portée nationale et de leurs nobles objectifs sont des facteurs à même de donner aux militaires les capacités morales qui garantissent à l’ANP de poursuivre sa marche sur la voie du développement et de la modernisation, notamment à l’aune du contexte international et régional actuel, qui nous appelle tous à faire preuve de plus de détermination, de persévérance et de conscience quant aux défis imposés », a-t-il dit. A l’issue, le Général d’Armée a suivi une présentation globale, donnée par le Commandant des Forces aériennes, « sur les différents domaines d’activités liés à la mise en œuvre du plan de développement de ces Forces ». A cette occasion, le Général d’Armée « a donné un ensemble de recommandations portant notamment sur la nécessité de poursuivre les efforts de préparation au combat des unités et des personnels, conformément aux plans et programmes établis, tout en veillant à la maintenance régulière et à l’utilisation optimale des aéronefs et grands moyens mis à disposition », conclut le MDN.

GHAZA

HRW appelle à des sanctions et un embargo sur les armes à destination de l’entité sioniste

L’ONG Human Rights Watch (HRW) a appelé dimanche la communauté internationale à imposer des sanctions contre l’entité sioniste pour l’irrespect des mesures provisoires émises par la Cour de justice internationale (CIJ), afin de prévenir un génocide à Ghaza, et décider un embargo sur les armes à sa destination. Les Etats doivent imposer des sanctions et un embargo sur les armes à destination de l’entité sioniste, afin de l’amener à se conformer à l’ordonnance émise par la CIJ le 26 janvier dernier, a écrit l’organisation sur la plateforme X, notant que

l’entité sioniste "ne s’est pas conformée aux ordonnances de la CIJ et n’a pas travaillé pour fournir de l’aide et des services de base aux Palestiniens dans la bande de Ghaza". Dans un premier verdict rendu le 26 janvier dans l’affaire opposant l’Afrique du Sud à l’entité sioniste pour génocide à Ghaza, la CIJ a ordonné à l’occupant sioniste de prendre des mesures pour prévenir les actes de génocide contre les Palestiniens, dont notamment le ciblage des civils. La CIJ a, également, demandé à l’entité sioniste de prendre des mesures immédiates et effectives pour permettre la fourniture des services

de base et de l’aide humanitaire dont l’enclave palestinienne a besoin. C’est la première fois, depuis son occupation des territoires palestiniens en 1948, que l’entité sioniste comparait devant la CIJ, plus haute instance judiciaire des Nations unies. Depuis le 7 octobre 2023, l’entité sioniste mène une agression dévastatrice dans la bande de Ghaza, faisant 31.645 martyrs et 73.676 blessés depuis le 7 octobre dernier, et poussant 85% de la population ghazaouie à se déplacer, en raison de graves pénuries de nourriture, d’eau potable et de médicaments.

APS